

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1609

21 juin 2014

SOMMAIRE

| | | | |
|--|--------------|---|--------------|
| ABD Optique S.à r.l. | 77231 | Aviva Investors Properties Europe S.A. .. | 77193 |
| Abelu S.A. | 77187 | Avouillons Finance S.à r.l. | 77186 |
| ABN AMRO Life S.A. | 77187 | Aware S.à r.l. | 77193 |
| Ad'Hoc Food S.à r.l. | 77186 | Axento S.A. | 77193 |
| Advanced Research S.A. | 77188 | Bamboo Finance | 77194 |
| Aeroplan Holdings Europe Sàrl | 77188 | Bartella S.A. | 77232 |
| AFA S.à r.l. | 77188 | BBVA Global Funds | 77232 |
| Almapa Holding S.A. | 77189 | Beggen PropCo Sàrl | 77217 |
| Alsenia S.A. | 77189 | B-Investment S.A. | 77194 |
| Anatol S.A. | 77189 | Blaine S.à r.l. | 77217 |
| Antane Investments S.à r.l. | 77190 | Brainforge S. à r.l. | 77231 |
| Antane Investments S.à r.l. | 77189 | Brandenburg Archie 24 Acquico 1 S.à r.l. | |
| Antane Investments S.à r.l. | 77189 | | 77194 |
| Apex Fund Services (Malta) Limited, Lu- | | Brandenburg Archie 24 Acquico 2 S.à r.l. | |
| xembourg Branch | 77186 | | 77194 |
| AP Portico Slask S.à r.l. | 77190 | Brookfield Real Estate Finance (Luxem- | |
| Archico s.à r.l. | 77190 | bourg) S.à r.l. | 77217 |
| Ares S.à r.l. | 77191 | B&S Holding S.à r.l. | 77194 |
| Ares S.à r.l. | 77191 | Castik Capital, S.à r.l. | 77220 |
| Argyle Luxco 1 S.à r.l. | 77186 | Culligan Investments S.à r.l. | 77187 |
| Aristote Creation S.A. | 77191 | eDreams ODIGEO | 77195 |
| Arlésienne S.A. | 77190 | Ernst & Young Tax Advisory Services | 77192 |
| Attractions Foraines A.& P .Reb S.à r.l. .. | 77192 | Exopack Holdings 2 S.à r.l. | 77188 |
| Auréthom S.à r.l. | 77186 | Genesis Smaller Companies | 77191 |
| Avial S.A. | 77193 | Mithras Leasing (No. 2) S.à r.l. | 77229 |
| Avial S.A. | 77192 | | |

Apex Fund Services (Malta) Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 154.605.

Les comptes annuels de la société Apex Fund Services (Malta) Limited au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056350/10.

(140065000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Argyle Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.002,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 174.735.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société, Okra Gee Investment Limited, a transféré son siège social au P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, VG 1110 Îles Vierges Britanniques.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Argyle Luxco 1 S.à r.l.

Référence de publication: 2014056352/13.

(140065104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Auréthom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.300.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 118.462.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056355/11.

(140065474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Avouillons Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 118.735.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056356/10.

(140065322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Ad'Hoc Food S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9560 Wiltz, 21, rue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 152.482.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056360/10.

(140065291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Abelu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7336 Steinsel, 20, rue du Soleil.
R.C.S. Luxembourg B 124.710.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26.03.2008, Monsieur Roland Alvaro, né le 29.09.1947 à Trèbes (France), demeurant à 7, rue des Lavandières, F-11000 Carcassonne, est nommé administrateur de la société Abelu S.A. Son mandat se terminera lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2012.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24.03.2010, la société G.T. Experts Comptables S.à.r.l., inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 121917, avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommée commissaire aux comptes de la société en remplacement de Monsieur Alfred Goergen, décédé. Le mandat du nouveau commissaire se terminera en l'an 2012.

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 14.08.2013, les mandats des membres du conseil d'administration, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes sont prolongés jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.

Le conseil d'administration se compose comme suit:

- Monsieur Lucien Emringer, administrateur, demeurant à L-7336 Steinsel, 20, rue du Soleil,
 - Monsieur Benjamin Alvaro, administrateur, demeurant à F-11000 Carcassonne, 7, rue des Lavandières,
 - Madame Anne Emringer, administrateur, demeurant à F-11000 Carcassonne, 7, rue des Lavandières,
 - Monsieur Roland Alvaro, administrateur, demeurant à F-11000 Carcassonne, 7, rue des Lavandières,
 - Monsieur Lucien Emringer, administrateur-délégué, demeurant à L-7336 Steinsel, 20, rue du Soleil,
 - G.T. Experts Comptables, commissaire aux comptes, ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22.04.2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014056357/28.

(140065300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

ABN AMRO Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 66.958.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

ABN AMRO LIFE S.A.

Référence de publication: 2014056358/11.

(140064873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Culligan Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 101.989.

EXTRAIT

En date du 8 avril 2014, l'associé unique de la Société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de James J. Barnes, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet au 5 mars 2014.
- Ramona Cibas, avec adresse professionnelle au 9399 West Higgins Road, Rosemont, IL, 60018, U.S.A, est élu nouveau gérant de la Société avec effet au 5 mars 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 avril 2014.

Référence de publication: 2014056457/15.

(140065257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Advanced Research S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7243 Bereldange, 22-24, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 60.159.

Dépôt Rectificatif du dépôt du bilan au 31 décembre 2010 déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 5 décembre 2013 sous le n° L130206959

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056361/11.

(140065266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Aeroplan Holdings Europe Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 750.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 144.976.

EXTRAIT

La Société prend acte que la société 4421671 Canada Inc., associé de la Société, a transféré son siège social à l'adresse suivante avec effet au 22 avril 2014:

Tour Aimia
525, Viger Avenue West,
Suite 1000,
Montreal (Quebec) H2Z 0B2
Canada

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056362/19.

(140064918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

AFA S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4990 Sanem, 110, rue de Niederkorn.

R.C.S. Luxembourg B 108.646.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056363/9.

(140065059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Exopack Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 178.037.

Par résolutions prises en date du 14 avril 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Gary Masse, avec adresse professionnelle au 11, Brendan Way, Suite 100, SC 29615 Greenville, États-Unis, au mandat de gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Jack Knott, avec adresse au 5200, Town Center Circle, 33486 Boca Raton, États-Unis, de son mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

Référence de publication: 2014056504/15.

(140065209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Almapa Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 78.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ALMAPA HOLDING S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014056366/11.

(140064807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Alsenas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9763 Marnach, 11, Dosberstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 141.707.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2014056367/11.

(140064847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Anatol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 40, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 162.805.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2014056369/10.

(140065494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Antane Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 111.299.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ANTANE INVESTMENTS S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014056372/11.

(140065261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Antane Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 111.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ANTANE INVESTMENTS S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014056373/11.

(140065341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Antane Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 111.299.

—
Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 27 mars 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Madame Valérie PECHON, gérante, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour ANTANE INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014056371/16.

(140065240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

AP Portico Slask S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.378,54.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 70.271.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

Référence de publication: 2014056374/10.

(140065460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Archico s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 1.707.852,00.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 146.046.

—
Extrait des résolutions du Conseil de gérance tenu en date du 20/02/2014

- Les gérants décident de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle 9, rue Basse, L-4940 Clémency au 111/115 Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage avec effet au 20 Février 2014.

- De plus, veuillez noter que l'adresse professionnelle des gérants actuels Messieurs Philippe Vanderhoven et Jean Yves Stasser est la suivante: 9 rue basse, L-4963 Clémency.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Clémency, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056375/16.

(140064950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Arlésienne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 144.319.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014056379/12.

(140065058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Ares S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 122.661.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale annuelle des associés tenue en date du 14 Avril 2014:

1. que la démission de Marta Ventura en tant que gérant de la société est acceptée avec effet au 28 juin 2013;
2. que Mme Kaliroi Thouas, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été nommée nouvelle gérante de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des associés approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056376/16.

(140065186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Ares S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 122.661.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056377/9.

(140065187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Aristote Creation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 98.843.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014056378/13.

(140065007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Genesis Smaller Companies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 53.867.

—
Suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 2014, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable 'Genesis Smaller Companies' ont reconduit les mandats d'Administrateurs de Richard Goddard, Martyn Ryan et John Christopher Wilcockson et ont renouvelé le mandat de réviseur d'entreprise de PricewaterhouseCoopers S.à r.l. jusqu'à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015

En addition, les actionnaires ont confirmé de nommer Mr. Peter John Hames, né le 2 septembre 1961 à Leicester, Royaume-Uni et demeurant à Wistaria, St Johns Road, St Peter Port, Guernsey GY1 1WZ Royaume-Uni, en tant qu'Administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2014056559/16.

(140064985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Avial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 154.584.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 15 avril 2014, statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012 que:

Sont réélus, en qualité d'Administrateurs de la société jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2019:

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 07 mai 1974 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

- Monsieur Thierry JACOB, né le 07 juillet 1967 à Thionville (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Madame Mireille GEHLEN ne sollicitant pas le renouvellement de son mandat en qualité d'Administrateur de la société, l'Assemblée Générale décide d'élire en son remplacement et ceci jusqu'à la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018:

- Madame Ariane VIGNERON, née le 15 octobre 1977 à Vielsalm (Belgique), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

De plus, suite au non-renouvellement du mandat de H.R.T. Révision S.A., en qualité de Commissaire aux comptes de la société, l'Assemblée Générale décide de nommer en son remplacement et ceci jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2019:

- FIN-CONTRÔLE S.A., avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Est également réélu, en qualité de Président du Conseil d'Administration jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2019:

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 07 mai 1974 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014056384/30.

(140065374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Ernst & Young Tax Advisory Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 88.073.

—
EXTRAIT

La liste des signataires autorisés au 10 février 2014 de la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/04/2014.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014056500/14.

(140064902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Attractions Foraines A. & P. Reb S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5421 Erpeldange (Bous), 6, rue de Rolling.

R.C.S. Luxembourg B 59.667.

—
Les comptes annuels abrégés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056382/10.

(140065481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Avial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 154.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056385/9.

(140065375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Aviva Investors Properties Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 140.875.

EXTRAIT

Mr. William GILSON, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg, a démissionné de ses fonctions d'Administrateur de la Société avec effet au 4 mars 2014.

Mme Alix VAN ORMELINGEN, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg, a été nommée Administrateur de la Société avec effet au 4 mars 2014.

Ainsi au 4 mars 2014 le Conseil d'Administration de la Société se compose comme suit:

- M. Mark PHILLIPS, Administrateur;
- Mme Supreetee SADDUL, Administrateur;
- Mme Alix VAN ORMELINGEN, Administrateur.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014056386/18.

(140064927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Aware S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 168.623.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056387/9.

(140064913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Axento S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 121.993.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 21 mars 2014

La résolution suivante a été prise à l'unanimité des voix:

Le Conseil d'administration décide de désigner la société BDB Management, société privée à responsabilité limitée unipersonnelle (SPRLU) de droit belge, dont le siège social est situé rue Colonel Bourg 127/129 à 1140 Evere, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0500.880.977 et représentée par son représentant permanent, Monsieur Benoît De Blicq, comme président du Conseil d'administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 22 avril 2014.

Pour AXENTO S.A.

Société anonyme

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2014056388/18.

(140065100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

B&S Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.
R.C.S. Luxembourg B 135.944.

Les comptes annuels au 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056389/9.

(140064962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

B-Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 143.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour B-Investment S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014056390/11.

(140064808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Bamboo Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 172.085.

L'Assemblée Générale des Actionnaires de la société réunie en date du 20 juin 2013 a décidé de nommer Ernst & Young S.A. en tant que réviseur d'entreprises en charge du contrôle des comptes de la société jusqu'à la clôture de l'assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels pour la période se terminant le 31 décembre 2013.

Référence de publication: 2014056391/10.

(140064890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Brandenburg Archie 24 Acquico 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 135.032.

Les comptes annuels de la société au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014056396/12.

(140065233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Brandenburg Archie 24 Acquico 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 135.031.

Les comptes annuels de la société au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014056397/12.

(140065232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

eDreams ODIGEO, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 159.036.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth of April;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

Ms. Clara HERRENSCHMIDT, lawyer, residing professionally in Luxembourg (the "Delegate") duly authorized to represent the Company pursuant to the resolutions of the shareholders approved during the extraordinary shareholders' meeting held before the undersigned notary on 20 March 2014 (the "Shareholders' Meeting").

The Delegate represented as aforesaid declared and required the notary to record that:

1) The company eDreams ODIGEO (formerly named LuxGEO Parent S.à r.l.), a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 159.036 (the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 14 February 2011 and whose articles of association (the "Articles") were published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C") on 13 May 2011, n°1001, page 48032.

The Articles were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 4 April 2014 and not yet published in the Mémorial C.

2) During the Shareholders' Meeting, the shareholders have approved the full amendment and restatement of the Articles of the Company (the "Restated Articles") conditional upon and with effect as of the earlier of the admission to trading of the shares of the Company on the Madrid, Barcelona, Valencia and Bilbao stock exchanges (the "Admission to Trading") or the settlement of the initial public offering to institutional investors in the United States and elsewhere (the "Settlement") and have delegated power to the Delegate to acknowledge the effectiveness of the Restated Articles upon the earlier of the Admission to Trading or the Settlement.

3) Pursuant to the extraordinary shareholders' meeting of the Company held on 1st April 2014 and the subsequent acknowledgement of this meeting in front of the undersigned notary on 3 April 2014, the Restated Articles were further acknowledged by the shareholders of the Company.

The Admission to Trading has occurred on 8 April 2014 (prior to the Settlement), and the Restated Articles shall now become effective (the "Acknowledgement").

4) Pursuant to the acknowledgement of the capital increase within the framework of the authorized capital dated 4 April 2014 and enacted before the undersigned notary, the Articles of the Company were amended to reflect such share capital increase and the corresponding reduction the authorised capital of the Company (the "4 April Acknowledgement").

5) As a consequence of the above and pursuant to the the Shareholders' Meeting and the 4 April Acknowledgement, the Articles are fully restated and shall now read as follows:

"ARTICLES OF INCORPORATION

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of eDreams ODIGEO (the "Company"), a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the board of directors of the Company (the "Board of Directors");

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Directors.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Board of Directors thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, incur, raise and secure the payment of money in any way the Board of Directors thinks fit, including by way of public offer. It may issue by way of private or public placement (to the extent permitted by Luxembourg Law) securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to borrow, incur, raise and secure the payment of money in any way the Board of Directors thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.8 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.9 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Directors thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.10 enter into agreements including, but not limited to any kind of credit derivative agreements, partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, distribution agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements, or other in relation to its purpose;

3.11 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.12 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Board of Directors incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital of the Company is ten million four hundred eighty-seven thousand eight hundred four euros and ninety euro cents (EUR 10,487,804.90) divided into one hundred four million eight hundred seventy-eight thousand forty-nine (104,878,049) shares with a par value of ten euro cents (€ 0.10) each (the "Shares"), all of which are

fully paid up. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.1.1 The authorised, but unissued and unsubscribed share capital of the Company (the "Authorised Capital") is twenty million five hundred twelve thousand one hundred ninety-five euros and ten euro cents (EUR 20,512,195.10). The Board of Directors is, accordingly, authorised to increase the issued share capital of the Company up to thirty-one million euros (€ 31,000,000.-).

5.1.2 The Board of Directors is authorised to issue Shares ("Board Issued Shares") in one or more or several tranches up to the limit of the Authorised Capital from time to time subject as follows:

(a) such authorisation of the Board of Directors with respect to the Authorised Capital as described in the present Article 5.1.2 and Article 5.2 below will expire the earlier of (i) five (5) years from this authorisation or (ii) 3 April 2019 provided that a further period or periods of authorisation following that period may be approved by Shareholders' Resolution to the extent permitted by the 1915 Law;

(b) the Board of Directors may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Board Issued Shares and may issue the Board Issued Shares to such persons and at such price with or without a premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Board of Directors may determine, subject to the 1915 Law;

(c) upon the Company's admission to trading on the Spanish regulated markets in Madrid, Barcelona, Bilbao and Valencia ("Admission to Trading"), save for with respect to Articles 5.2.1, 5.2.2 and 5.2.4 below as applicable, issuances of Board Issued Shares during the authorisation period described in Article above 5.1.2(a) may not in total exceed fifty percent (50%) of the Company's total subscribed share capital immediately following such Admission to Trading, in accordance with the following limits:

i. issuances of Board Issued Shares during the authorisation period described in Article above 5.1.2(a) may in total represent up to fifty percent (50%) of the Company's total subscribed share capital immediately following Admission to Trading, if the Board of Directors does not limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for such Board Issued Shares.

ii. issuances of Board Issued Shares during the authorisation period described in Article above 5.1.2(a) may not in total exceed twenty percent (20%) of the Company's total subscribed share capital immediately following Admission to Trading, if in connection with such issuance the Board of Directors limits or cancels the Shareholders' preferential rights to subscribe for such Board Issued Shares.

5.1.3 The Shareholders' Meeting called upon to resolve, in accordance with the conditions prescribed for the amendments to the Articles (as provided for in Article 14.8.2 below), either upon an increase of issued share capital or upon the authorisation or amendment of the Authorised Capital clause as provided for in the Articles 5.2.1, 5.2.2 and 5.2.3 in this Article 5, may limit or cancel such preferential subscription rights in respect of such issuance or authorise the Board of Directors to do so; any proposal to that effect must be specifically announced in the convening notice; detailed reasons therefore must be set out in a report prepared by the Board of Directors and presented to the Shareholders' Meeting, dealing in particular with the proposed issue price.

5.2 Within the limits of the Authorised Capital set out in Article 5.1.1 and, unless stated otherwise, Article 5.1.2, the Board of Directors is authorised and empowered to:

5.2.1 issue Board Issued Shares prior to Admission to Trading for which Article 5.1.2(c) shall not apply;

5.2.2 conditional on Admission to Trading, issue performance stock rights ("PSRs"), entitling their holders to subscribe for, upon their exercise of such PSRs, new Board Issued Shares in an amount corresponding to up to 4.44% of the total issued share capital of the Company (including treasury shares, if any) as at Admission to Trading on a fully diluted basis (i.e., taking into account the total amount of Board Issued Shares which would be issued in the event of the exercise of all such PSRs), to be subscribed for by or on behalf of employees or management of the Company and/or any entity in which the Company has a direct or indirect interest within the framework of a long-term incentive plan;

5.2.3 issue convertible bonds and/or warrants entitling their holders to subscribe for new Board Issued Shares upon exercise of the convertible bonds and/or warrants and within the limits of the Authorised Capital, with or without share premium. Such new Board Issued Shares shall have the same rights as the existing Shares. The other terms and conditions of the convertible bonds and/or warrants shall be determined by the Board of Directors;

5.2.4 upon exercise of the PSRs, convertible bonds and/or warrants, issue the relevant Board Issued Shares. In the case of such an issuance of Board Issued Shares upon the exercise of the PSRs, Article 5.1.2(c) shall not apply. For the avoidance of doubt, the PSRs, convertible bonds and/or warrants must be issued during the period of authorisation set forth in Article 5.1.2(a) above, however their exercise and the issuance of the Board Issued Shares upon such exercise may occur after the expiration of the authorisation period;

5.2.5 determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Board Issued Shares and/or PSRs and/or convertible bonds and/or warrants. Nevertheless, Board Issued Shares shall not be issued at a price below their par value;

5.2.6 issue such new Board Issued Shares and/or PSRs and/or convertible bonds and/or warrants without reserving for the existing Shareholders the preferential right to subscribe for and to purchase the new Board Issued Shares and/or PSRs and/or convertible bonds and/or warrants;

5.2.7 do all things necessary or desirable to amend this Article 5 in order to reflect and record any change of issued Share capital made pursuant to Article 5.1.2;

5.2.8 take or authorise any actions necessary or desirable for the execution and/or publication of such amendment in accordance with Luxembourg Law;

5.2.9 delegate to any Director or officer of the Company, or to any other person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for any Board Issued Shares and enacting any issue of Board Issued Shares before a notary.

5.3 The Shares are issued in dematerialised form, in accordance with article 42bis of the 1915 Law and the law on dematerialised securities of 6 April 2013. The optional conversion of Shares to any other form by the holder of such Shares is prohibited.

5.4 All dematerialised Shares are registered in a single issuance account opened with the following clearing institution: LuxCSD, with its registered address at 43, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and its office and mailing address at 42, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

5.5 The dematerialised Shares are not in registered or bearer form and are only represented, and the property rights of the Shareholder on the dematerialised Shares are only established, by book-entry with the clearing institution in Luxembourg. For the purpose of the international shares circulation or for the exercise of shareholder rights ("droits associatifs") and right of action of the Shareholders against the Company and third parties, the clearing institution shall issue certificates to the holders of securities accounts in respect of the dematerialised Shares, against their written certification, that they hold the relevant Shares on their own account or act by virtue of powers granted to them by the holder of Shares' rights.

5.6 Dematerialised Shares are freely transferable. Transfers of dematerialised Shares are realised by account-to-account transfers.

5.7 For the purpose of identifying the Shareholder, the Company may, at its own cost, request from the clearing institution, the name or corporate name, the nationality, date of birth or date of incorporation and the address of the holders in its books immediately or at term entitling them to voting rights at the Company's Shareholders' Meeting, as well as the number of Shares held by each of them and, if applicable, the restrictions the Shares may have. The clearing institution provides to the Company the identification data it holds on the holders of securities accounts in its books and the number of Shares held by each of them.

The same information concerning the holders of Shares on own account are gathered by the Company through the securities depository or other persons, which directly or indirectly keep a securities account with the clearing institution at the credit of which appear the relevant Shares.

The Company as issuer may request confirmation from the persons appearing on the lists so provided that they hold the Shares for their own account.

When a person has not provided the information requested by the Company in accordance with this Article 5.7 within two months following the request or if it has provided incomplete or erroneous information in respect of its quality, or the quality of the Shares it holds, the Company may, until such time that the information has been provided, suspend the voting rights of such holder of Shares pro rata the proportion of Shares for which the requested information has not been obtained.

5.8 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) and/or the Board of Directors, subject to the 1915 Law and these Articles.

5.9 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) and/or the Board of Directors, subject to the 1915 Law and these Articles.

5.10 All Shares have equal rights.

5.11 The subscribed share capital may be increased by a Shareholders' Resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

5.12 The Company may reduce its subscribed share capital subject as provided in the 1915 Law. Subject to the provisions of the 1915 Law (and article 49-8 in particular), Shares may be issued on terms that they are to be redeemed at the option of the Company or the holder, and the Shareholders' Meeting may determine the terms, conditions and manner of redemption of any such Shares. In this case, the Articles shall specify that such Shares are redeemable Shares in accordance with the provisions of the 1915 Law. Subject to the provisions of the 1915 Law, the Shareholders' Meeting may also authorise the Company to acquire itself or through a person acting in his own name but on the Company's behalf, its own Shares by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented by Shareholders attending the Shareholders' Meeting.

5.13 Subject to the provisions of the 1915 Law, the Shareholders' Meeting may decide to create new classes of Shares and determine the features, rights and restrictions of such classes of Shares.

5.14 If any Shares are issued on terms that they are not fully paid up on issue, then payment of the balance due shall be made at such time and upon such conditions as the Board of Directors may determine provided that all such Shares are treated equally.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 The Company will recognise only one owner per Share. If the ownership of a Share is joint ("indivis") all holders of a Share shall notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will then deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares. The Shares will be freely transferable in accordance with the 1915 Law and article 5.6 of the present Articles and subject to complying with applicable law.

8. Other instruments. The Company, pursuant to a decision of the Board of Directors, may issue bonds, notes or other debt instruments in registered form or dematerialised form.

9. Company website. The Company may have a corporate website whose content, access and regulation shall comply with Luxembourg law and with applicable regulations of those jurisdictions where the Shares of the Company are admitted to trading on a secondary market from time to time, if any. The Board of Directors may modify, move or cancel such corporate website.

10. The directors.

10.1 In case of plurality of Shareholders, the Company shall be managed by a Board of Directors consisting of at least 5 (five) members but no more than 15 (fifteen) members (such members shall hereafter collectively be referred to as "Directors" and individually as a "Director").

10.2 The Board of Directors has the power to take all or any action which is necessary or useful to realise any of the corporate objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to the Shareholders' Meeting.

10.3 If some or all of the Shares of the Company are the subject of the Admission to Trading, the Board of Directors shall be composed of a number of executive and non-executive Directors (proprietary and independent) according to its share capital structure and the number of independent Directors shall, to the extent possible, represent at least one third of the total number of Directors. Exceptions may be made in the case of a vacancy caused by death, retirement, resignation, dismissal, removal or otherwise until the appointment of the successor of the relevant terminating independent Director. For the purpose of the present Articles, "independent Directors" shall mean, unless otherwise defined by the Spanish corporate governance regulations, as amended from time to time, Directors appointed because of their personal and professional situation and whose role may not be affected by their relationship with the Company, significant Shareholders or other Directors.

For the purpose of the present Articles, "proprietary Directors" shall mean Directors appointed by the Shareholders' Meeting but upon nomination of a specific Shareholder, unless defined otherwise by the Spanish corporate governance regulations, as amended from time to time.

10.4 Where it has been established at a general meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") that the Company has only one Shareholder, the Board of Directors can consist of one Director until the ordinary Shareholders' Meeting following the establishment of the existence of more than one Shareholder.

10.5 A Director need not be a Shareholder.

10.6 A legal entity may be a Director (a "Corporate Director"), in which case it must designate an individual as a permanent representative to perform that role in its name and for its account. The revocation by a Corporate Director of its representative is conditional upon the simultaneous appointment of a successor.

10.7 Each Director shall be appointed by a Shareholders' Meeting for a term of three (3) Financial Years of the Company (as defined in Article 17 below) subject to possible renewal, as provided for in Article 10.9 below.

10.8 The Directors shall be appointed by the Shareholders' Meeting by simple majority of the Shareholders present or represented at such general meeting. The nomination and appointment procedure shall be as follows:

10.8.1 Two (2) Directors shall be appointed from among candidates put forward by Luxgoal 3 S.à r.l. ("Luxgoal 3") and/or its Affiliates, as the case may be, (the "Luxgoal 3 Group") as long as the Luxgoal 3 Group holds at least 17.5% of the Shares issued by the Company; if Luxgoal 3 Group's shareholding in the Company falls below 17.5% of the share capital, but remains above 7.5% of the share capital then only one (1) Director shall be appointed from among candidates put forward by the Luxgoal 3 Group. For the avoidance of doubt, if the Luxgoal 3 Group's shareholding in the Company falls below 7.5%, it will have no specific entitlement under this Article 10.8.1 for its candidates to be appointed as Directors whether or not its shareholding later increases such that it exceeds 7.5% of the share capital. If Luxgoal 3 Group's shareholding in the Company falls below 17.5%, the Luxgoal 3 Group shall ensure that one of the Directors appointed

from a list of candidates put forward by it shall immediately resign. If the shareholding of the Luxgoal 3 Group in the Company falls below 7.5%, the Luxgoal 3 Group shall ensure that the other Director appointed from a list of candidates put forward by it shall immediately resign. The Board of Directors shall appoint a new independent Director as a replacement for such resigning Director. Such replacement Director shall be selected and appointed by the Board of Directors as soon as possible following the resignation of the relevant Director and in accordance with Article 10.12.

10.8.2 Two (2) Directors shall be appointed from among candidates put forward by AXA LBO Fund IV, AXA LBO Fund IV Supplementary and AXA COinvestment III LP and/or their Affiliates, as the case may be, (the "Ardian Group") as long as the Ardian Group holds at least 17.5% of the Shares issued by the Company; if the Ardian Group's shareholding in the Company falls below 17.5% of the share capital, but remains above 7.5% of the share capital then only one Director shall be appointed from among candidates put forward by the Ardian Group. For the avoidance of doubt, if the Ardian Group's shareholding in the Company falls below 7.5%, it will have no specific entitlement under this Article 10.8.2 for its candidates to be appointed as Directors whether or not its shareholding later increases such that it exceeds 7.5% of the share capital. If following the initial public offering of the Shares in the Company and as a result of the disposal of any Shares other than in such initial public offering (including any over-allotment option Shares), the Ardian Group's shareholding in the Company is below 17.5%, the Ardian Group shall ensure that one of the Directors appointed from a list of candidates put forward by it shall immediately resign. If the shareholding of the Ardian Group in the Company falls below 7.5%, the Ardian Group shall ensure that the other Director appointed from a list of candidates put forward by it shall immediately resign. The Board of Directors shall appoint a new independent Director as a replacement for such resigning Director. Such replacement Director shall be selected and appointed by the Board of Directors as soon as possible following the resignation of the relevant Director and in accordance with Article 10.12.

10.8.3 The independent Directors shall be appointed by the Shareholders' Meeting, or by the Board of Directors in accordance with Article 10.12, upon proposal of the Remuneration and Nomination Committee. The Chairman of the Board of Directors shall be entitled to propose to the Remuneration and Nomination Committee candidates for independent directorships provided that the Remuneration and Nomination Committee may concurrently, independently search for and consider alternative candidates for such positions, in addition to those proposed by the Chairman of the Board of Directors.

10.8.4 For the sake of this Article 10.8, "Affiliates" shall mean with respect to a given Person (i.e., individuals, bodies corporate (wherever incorporated), unincorporated associations and partnerships), any Person who (a) directly or indirectly, controls, or is controlled by, or is under a common control with, the relevant Person, (b) from time to time, is managed by (i) the same investment manager as the relevant Person is managed by or (ii) an investment manager that is controlled by the same Person that controls the relevant Person or (c) with respect to a natural Person, is a member of the same family.

10.9 A Director may be re-elected. Independent Directors, however, shall only be re-elected to the extent that the aggregate time served by such independent Director (i.e., taking into account, for the avoidance of doubt, the sum of the time served by such independent Director for each of his/her term(s) as independent Director) does not exceed a period of twelve (12) consecutive Financial Years.

A Director may be removed from office at any time by a Shareholders' Meeting. However, the Board of Directors shall not propose the removal of any independent Director prior to the expiration of the term for which such Director was appointed, except where good cause is found by the Board and, if any, upon a prior recommendation of the Remuneration and Nomination Committee.

10.10 Any Director shall report and, if applicable, also resign in those instances where the credit and reputation of the Company might be damaged due to his behaviour.

10.11 Directors who voluntarily give up their place before their tenure expires shall explain the reasons to the Board of Directors.

10.12 In the event that a Director appointed by a Shareholders' Meeting ceases to be a Director for any reason, the remaining Directors may fill the vacancy on a provisional basis provided that after such appointment Articles 10.2 and 10.8 shall be complied with; a Director so appointed will hold office only until the conclusion of the next Shareholders' Meeting, unless his appointment is confirmed by the Shareholders at that Shareholders' Meeting. Directors so appointed will have the same powers as other Directors appointed by the Shareholders' Meeting.

10.13 The members of the Board of Directors are entitled to remuneration, decided in aggregate by the Shareholders' Meeting. The Board of Directors shall resolve on the sharing of such aggregate remuneration between the members of the Board of Directors and may grant additional remuneration within the limits of any budget approved by the Shareholders' Meeting to Directors who are in charge of specific duties or missions within their mandate as member of the Board of Directors. The Remuneration and Nomination Committee shall assist the Board of Directors with this task.

10.14 The Board of Directors shall appoint a member as chairman (the "Chairman"), who may also be the chief executive officer ("CEO") of the Company. If the Chairman is indeed the CEO, at least one independent Director shall be appointed by the Board of Directors as vice chairman (the "Vice Chairman(s)") and will have authority to convene a Board Meeting (as defined in Article 13 of the present Articles) or include items on the agenda, coordinate and hear the concerns of non executive directors and to lead the Board's evaluation of the Chairman and CEO.

11. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

- 11.1 if the Company has one Director, the sole signature of that Director;
- 11.2 if the Company has more than one Director, the joint signature of any two Directors;
- 11.3
- 12.1;
- 11.4 the sole
- 12.4 to the extent such a power has been delegated to him.

12. Delegation of powers.

12.1 The day to day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more Directors, officers, managers or other agents (each a "Daily Manager"), acting alone or jointly.

12.2 A Daily Manager need not be a Shareholder.

12.3 The appointment and removal, powers, duties and emoluments of the Daily Managers will be determined by the Board of Directors.

12.4 The Board of Directors may delegate any of their powers for specific tasks to the CEO, any Director or one or more ad hoc agents and may remove any such agent and determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

12.5 Furthermore, the Board of Directors shall appoint an audit committee (the "Audit Committee") and a remuneration and nomination committee (the "Remuneration and Nomination Committee") and may appoint other committees, in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee. The committees will examine specific topics chosen by the Board of Directors and report to the Board of Directors about them. Decision-making will remain a collective responsibility of the Board of Directors and the committee may only make suggestions to the Board of Directors.

12.6 The purpose of the Audit Committee shall in particular be to assist the Board of Directors in fulfilling its oversight responsibilities relating to the integrity of the financial statements, including periodically reporting to the Board of Directors on its activities and the adequacy and the effectiveness of the internal controls systems, the risk management system and the internal audit systems; and to make recommendations for the appointment, compensation, retention and oversight of, and consider the independence of, the external auditors and perform such other duties imposed by applicable laws and regulations of the regulated market or markets on which the Shares may be listed, as well as any other duties entrusted to the committee by the Board of Directors. The Audit Committee shall have a minimum of three (3) members, a majority of which shall be independent and which shall include at least one (1) Director appointed in accordance with Articles 10.8.1 or 10.8.2 for so long as such person is a Director thereunder, and shall be chaired by an independent Director. Audit Committee members shall not be executive Directors.

12.7 The purpose of the Remuneration and Nomination Committee shall in particular be to make proposals of the appointment and/or removal of Directors, to review the remuneration policy of the Company as the Board of Directors deems fit, to make proposals, together with the CEO, as to the individual remuneration of Directors and to advise on any benefit or incentive schemes. This committee will have a minimum of three (3) members and shall be formed exclusively of non-executive Directors of which the majority shall be independent Directors. The Remuneration and Nomination Committee shall include at least one (1) Director appointed in accordance with Articles 10.8.1 or 10.8.2 for so long as such person is a Director thereunder. The Remuneration and Nomination Committee shall be chaired by an independent Director.

12.8 The Board of Directors may appoint a secretary of the Company, who need not be a member of the Board of Directors, and determine his responsibilities, powers and authorities. The secretary shall ensure the implementation of the rules and procedures governing the operation of the Board of Directors, under the authority of the Chairman. The secretary shall prepare minutes summarising the deliberations during the meetings of the Board of Directors and noting any decisions taken by the Board of Directors, in conjunction with the Chairman.

13. Board meetings.

13.1 Meetings of the Board of Directors ("Board Meetings") may be convened by the Chairman or Vice Chairman. In addition, any Director appointed upon nomination by the Luxgoal 3 Group and Ardian Group pursuant to Articles 10.8.1 and 10.8.2 may also call a Board Meeting as long as the Luxgoal 3 Group or the Ardian Group, as applicable, holds at least 7.5% of the Company's share capital.

13.2 The Board of Directors may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Directors have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorised representative.

13.3 A Director may appoint any other Director (but not any other person) to act as his representative (a "Director's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Director can act as representative for more than one other Director at a Board Meeting provided that (without

prejudice to any quorum requirements) at least a simple majority of the number of Directors needed in order to reach the required quorum for such Board Meeting is physically present.

13.4 The Board of Directors can only validly debate and take decisions if at least half of the Directors are present or represented. Decisions of the Board of Directors shall be adopted by a simple majority of the Directors present or represented. In the case of an equality of votes, the Chairman will have a second or casting vote.

13.5 A Director or his Director's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of video-conferencing equipment or telecommunication means allowing the identification of each participating Director. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Directors shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place. A Board Meeting held in this way is deemed to be held at the Registered Office.

13.6 A resolution in writing signed by all the Directors (or in relation to any Director, his Director's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Directors concerned.

13.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by the Chairman of the Meeting and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Director present at the Board Meeting.

13.8

13.8.1 Any Director having an interest in a transaction (a "Conflicted Transaction") submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall advise the Board of Directors thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the deliberations relating to that transaction. At the next following Shareholders' Meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

13.8.2 Article 13.8.1 will not apply to day to day operations entered into under normal conditions.

14. Shareholders' meetings.

14.1 The Shareholders' Meeting shall have the widest powers to adapt or ratify any action relating to the Company.

14.2 In case of plurality of Shareholders, the Shareholders' Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

14.3 The regulations of the general shareholders' meetings (the "Regulations") and any amendment to the Regulations are adopted by the Shareholders' Meeting of the Company by simple majority. The objective of the Regulations is mainly to develop the rules for the convening, preparation, and holding of the Company's Shareholders' Meetings, in accordance with the Spanish corporate governance regulations, if and as long as the Company's Shares are admitted to trading in one of the regulated markets in Spain. The Regulations are available on the Company's website. In case of contradiction between the Regulations and the present Articles, the latter shall prevail.

14.4 Convening of Shareholders' Meeting

14.4.1 The Board of Directors, as well as the Auditors, may convene a Shareholders' Meeting.

14.4.2 They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if Shareholders representing at least five per cent (5%) of the Company's share capital require so in writing with an indication of the agenda. If, following such request made by such Shareholders, the Shareholders' Meeting is not held within the prescribed period, the Shareholders' Meeting may be convened by an agent, appointed by the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters on the application of one or more Shareholders who together hold the aforementioned proportion of the share capital.

14.5 Length and form of notice

14.5.1 Convening notices for every Shareholders' Meeting (the "Convening Notice") shall be published:

(a) in the Official Gazette and in a Luxembourg newspaper at least thirty (30) days before the date of the Shareholders' Meeting;

(b) in such media which may reasonably be expected to be relied upon for the effective dissemination of information to the public throughout the European Economic Area, and which are accessible rapidly and on a non-discriminatory basis (the "EEA Publication"), at least thirty (30) days before the date of the Shareholders' Meeting, and

(c) on the Company's website for an uninterrupted period starting from the day of publication of the Convening Notice up to and including the date of the Shareholders' Meeting.

Convening Notices for Shareholders' Meetings will also be published in accordance with all applicable laws and in particular the on-going disclosure and stock exchange requirements to which the Company is subject.

If the required quorum as required in Article 14.8 is not met on the date of the first convened Shareholders' Meeting another meeting may be convened by publishing the Convening Notice in the Official Gazette, a Luxembourg newspaper

and the EEA Publication at least seventeen (17) days prior to the date of the reconvened meeting provided that (i) the first Shareholders' Meeting was properly convened in accordance with the above provisions; and (ii) no new item has been added to the agenda.

14.5.2 The Convening Notice is sent at least thirty (30) days, or at least seventeen (17) days period, as applicable, referred to in Article 14.5.1, to the members of the Board of Directors and the approved independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) (the "Addressees"). This communication shall be sent by letter to the Addressees, except for those Addressees who have expressly and in writing agreed to receive communication by other means, in which case such Addressee(s) may receive the convening notice by such other means of communication.

14.6 Additional agenda items

Shareholders representing at least five per cent (5%) of the Company's share capital may (i) request the addition of one or several items to the agenda of any Shareholders' Meeting and (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of a Shareholders' Meeting. Such requests must:

14.6.1 be in writing and sent to the Company by post or electronic means to the address provided in the Convening Notice (as defined under Article 14.5.1) and be accompanied by a justification or draft resolution to be adopted in the Shareholders' Meeting;

14.6.2 include the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of the requests;

14.6.3 be received by the Company at least twenty-two (22) days before the date of the relevant Shareholders' Meeting.

14.6.4 the Company shall acknowledge receipt of requests referred to above within forty-eight (48) hours from receipt. The Company shall prepare a revised agenda including such additional items on or before the fifteenth (15th) day before the date of the relevant Shareholders' Meeting.

14.7 Waiver of formalities of notice

In case all the Shareholders are present or represented at a Shareholder Meeting and if they declare that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication of the notice for such Shareholders' Meeting.

14.8 Proceedings, quorum and majority

14.8.1 Unless otherwise provided by the 1915 Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary Shareholders' Meeting shall be taken by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented by Shareholders attending the meeting (with, at least one Shareholder present in person or by proxy and entitled to vote).

14.8.2 A Shareholders' Meeting convened to amend any provisions of the Articles, including to alter the share capital of the Company, shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by Article 14.4 provided that (i) the first Shareholders' Meeting was properly convened in accordance with the provisions of Article 14.5.1 above; and (ii) the agenda for the reconvened meeting does not include any new item. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast.

14.8.3 Votes cast shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

14.8.4 The right of a Shareholder to participate in a Shareholders' Meeting and exercise voting rights attached to its Shares are determined by reference to the number of Shares held by such Shareholder at midnight (00:00) on the day falling fourteen (14) days before the date of the Shareholders' Meeting (the "Record Date"). Each Shareholder shall, on or before the Record Date, indicate to the Company its intention to participate at the Shareholders' Meeting. The Company determines the manner in which this declaration is made. For each Shareholder who indicates his intention to participate in the Shareholders' Meeting, the Company records his name or corporate denomination and address or registered office, the number of Shares held by him on the Record Date and a description of the documents establishing the holding of Shares on that date.

14.8.5 Shareholders may be authorised to participate in a Shareholders' Meeting by electronic means, ensuring, notably, any or all of the following forms of participation: (a) a real-time transmission of the Shareholders' Meeting; (b) a real-time two-way communication enabling Shareholders to address the Shareholders' Meeting from a remote location; and (c) a mechanism for casting votes, whether before or during the Shareholders' Meeting, without the need to appoint a proxy who is physically present at the meeting. Any Shareholder which participates in a meeting through such means shall be deemed to be present at the place of the meeting for the purposes of the quorum and majority requirements. The use of electronic means allowing Shareholders to take part in a meeting may be subject only to such requirements as are necessary to ensure the identification of Shareholders and the security of the electronic communication, and only to the extent that they are proportionate to achieving that objective.

14.9 Chairman of the Shareholders' Meeting

The Chairman of the Board of Directors shall preside as chairman at a Shareholders' Meeting or shall appoint another person to act as chairman at a Shareholders' Meeting. If at a meeting the Chairman is not present within five (5) minutes after the time fixed for the start of the meeting and the Chairman has not appointed another person to chair the Share-

holders' Meeting, the Directors present shall select one of them to be chairman of the meeting. If only one Director is present and willing and able to act, he shall be the chairman of the Shareholders' Meeting. In the absence of any Director, the Shareholders present and entitled to vote shall choose one of them to be the chairman.

Without prejudice to any other power which he may have under the provisions of the Articles, the chairman may take such action as he thinks fit to promote the orderly conduct of the business of the meeting as specified in the notice of Shareholders' Meeting.

14.10 Adjournment and postponement of general meetings of Shareholders

The Board of Directors is entitled to adjourn a meeting, while in session, to four (4) weeks. It must do so at the request of Shareholders representing at least one-fifth of the capital of the Company. Any such adjournment, which shall also apply to Shareholders' Meetings called for the purpose of amending the Articles, shall cancel any resolution passed. The second meeting shall be entitled to pass final resolutions provided that, in cases of amendments to the Articles, the conditions as to quorum laid down in article 67-1 of the 1915 Law are fulfilled.

14.11 Attendance and voting by proxy

14.11.1 A Shareholder may be represented at any Shareholders' Meeting by appointing as its proxy in writing (or by fax or e-mail or other form approved by the Board of Directors) executed under the hand of the appointer, or if the appointer is a company, under its seal or under the hand of its duly authorised officer or attorney or other person authorised to sign, an individual or a legal person, who need not be a Shareholder. Such proxy shall enjoy the same rights to speak and ask questions during the Shareholders' Meeting as those to which the Shareholder thus represented would be entitled. The notification to the Company of the appointment of the proxy by the Shareholder shall be made in writing either by post or by electronic means.

14.11.2 The Board of Directors may only require such evidence as necessary to ensure the identification of Shareholders or proxies and the verification of the content of voting instructions, as the case may be, and only to the extent that it is proportionate to achieving those objectives.

14.11.3 Unless the contrary is stated in it, the appointment of a proxy shall be deemed to confer authority to exercise all such rights, as the proxy thinks fit. A person acting as a proxy may represent more than one Shareholder without limitation as to the number of Shareholders so represented by him/her/it.

14.11.4 Delivery or receipt of an appointment of proxy does not prevent a Shareholder attending and voting in person at the meeting or an adjourned meeting.

14.11.5 The appointment of a proxy shall (unless the contrary is stated in it) be valid for an adjournment of the meeting to which it relates.

14.12 Appointment of proxy

The form of appointment of a proxy and any reasonable evidence required by the Board of Directors in accordance with Article 14.11 shall:

14.12.1 in the case of an instrument of proxy in hard copy form, be delivered to the Registered Office or another place in Luxembourg specified in the notice convening the meeting or in the form of appointment of proxy or other accompanying document sent by the Company in relation to the meeting, not later than two (2) Business Days (with "Business Days" being days on which banks are generally open for business in Luxembourg, Madrid, Barcelona, Bilbao and Valencia) before the date of the relevant meeting or adjourned meeting; and

14.12.2 in the case of an appointment of a proxy sent by electronic means, need to be received at the electronic address indicated by the Company:

- (a) in the notice calling the meeting;
- (b) in an instrument of proxy sent out by the Company in relation to the meeting;
- (c) in an invitation to appoint a proxy issued by the Company in relation to the meeting; or
- (d) on the website maintained by or on behalf of the Company on which any information relating to the meeting required by law is made available,

need to be received not later than two (2) Business Days (before the date of the relevant meeting or adjourned meeting).

14.13 Voting results

The Company shall for each resolution publish on its website the results of the votes passed at the Shareholders' Meeting, including the number of Shares for which votes have been validly cast and the proportion of capital represented by such validly cast votes, the total number of votes validly cast, the number of votes cast for and against each resolution and, where applicable, the number of abstentions.

15. Annual shareholders' meeting - Place and date. At least one meeting of the Shareholders shall be held each year in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg City on the second to last Wednesday of the month of July at 4:00 p.m. CET. If such date is not a business day in Luxembourg, such Shareholders' Meeting shall be held on the immediately preceding business day.

16. Auditors.

16.1 The Company is supervised by one or more certified auditors (réviseur d'entreprise agréée), (the "Auditor").

16.2 The general meeting appoints the Auditor(s) and determines their number, their remuneration and the term of their office. The appointment may, however, not exceed a period of six (6) years. In case the Auditors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for six (6) years from the date of their election.

16.3 The Auditors may be re-appointed.

17. Business year. The Company's financial year starts on 1st April and ends on the 31st March of each year (the "Financial Year").

18. Distributions on shares.

18.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent (5%) shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

18.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these Articles, the Company may by Shareholders' Resolution declare dividends to Shareholders pro rata the number of Shares held by them.

18.3 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these Articles, the Board of Directors may pay interim dividends to Shareholders pro rata the number of Shares held by them.

19. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by a Shareholders' Meeting by a resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

20. Interpretation and Luxembourg law.

20.1 In these Articles:

20.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

20.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

20.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

20.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at one thousand two hundred Euros (EUR 1,200-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, whom is known to the notary by her name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le neuf avril;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

A COMPARU:

Mademoiselle Clara HERRENSCHMIDT, résidant professionnellement à Luxembourg, (le "Délégué"), agissant en qualité de délégué autorisé de la Société en vertu des résolutions prises par les actionnaires et approuvées lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue par devant le notaire instrumentant le 20 mars 2014 ("Assemblée Générale").

Le Délégué, représenté tel que susmentionné, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que:

1) La société eDreams ODIGEO (anciennement appelée LuxGEO Parent S.à r.l.), une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.036 (la "Société") a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 14 février 2011, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C"), numéro du 13 mai 2011, numéro 1001, page 48032.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 avril 2014, non encore publié au Mémorial C.

2) Lors de l'Assemblée Générale, les actionnaires ont approuvé la modification et la refonte complète des Statuts de la Société (les "Statuts Modifiés") subordonnés à et effectifs à compter du premier des événements suivants: l'admission à la négociation des actions de la Société sur les bourses de Madrid, Barcelone, Valence et Bilbao ("Admission à la Négociation") ou du règlement de l'offre initiale publique à l'épargne à des investisseurs institutionnels aux Etats-Unis et ailleurs (le "Règlement"), et ont délégué au Délégué le pouvoir d'acter la réalisation des Statuts Modifiés au premier des événements suivants: l'Admission à la Négociation ou le Règlement.

L'Admission à la Négociation a eu lieu le 8 avril 2014 (avant le Règlement), et les Statuts Modifiés entrent désormais en vigueur (le "Constat").

3) Conformément à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 1 avril 2014 et le constat subséquent d'une telle assemblée devant le notaire soussigné en date du 3 avril 2014, les Statuts Modifiés ont fait l'objet d'un constat subséquent par les actionnaires de la Société.

4) Conformément au constat d'augmentation de capital dans le cadre du capital autorisé en date du 4 avril 2014 et acté devant le notaire instrumentant, les Statuts de la Société ont été modifiés afin de refléter cette augmentation de capital et la diminution correspondante du capital autorisé de la Société (le "Constat du 4 avril").

5) Par conséquent, et conformément avec l'Assemblée Générale et le Constat du 4 Avril, les Statuts sont complètement refondus et se liront dorénavant comme suit:

"STATUTS

1. Forme sociale et nom. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de eDreams ODIGEO (la "Société"), une société anonyme constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration");

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des actionnaires de la Société (une "Résolution des Actionnaires") passée conformément à ces Statuts et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Conseil d'Administration.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg tout comme à l'étranger.

3. Objets. Les objets de la Société sont:

3.1 d'agir en tant que société d'investissement et de coordonner les activités de toutes les entités au sein desquelles la Société détient directement ou indirectement des participations, et d'acquérir (que ce soit par voie de souscription initiale, d'appel d'offres, d'achat, d'échange ou tout autre moyen) la totalité ou une partie des titres, des actions, obligations non garanties, debenture stocks, obligations, ou tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre bien de toutes sortes et de détenir les mêmes instruments pour des besoins d'investissements, et de vendre, échanger ou disposer des mêmes instruments;

3.2 de poursuivre tout commerce ou activité commerciale et acquérir, entreprendre et poursuivre tout ou partie de l'activité commerciale, des biens immobiliers et/ou supporter des dettes de toute personne poursuivant une activité commerciale;

3.3 d'investir et négocier avec l'argent et les fonds de la Société de toute manière que le Conseil d'Administration considère comme étant adaptée et de prêter de l'argent et faire des crédits, dans chaque cas, à toute personne, que ce soit avec ou sans garantie;

3.4 d'emprunter, engager, lever ou sécuriser le paiement d'argent de toute manière que le Conseil d'Administration considère comme étant adaptée, y compris par voie d'offre publique. Il pourra émettre par voie de placement privé ou public (dans la mesure autorisée par la Loi Luxembourgeoise) des titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qui grèvent ou non tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'emprunter, engager, lever ou sécuriser le paiement d'argent de toute manière que le Conseil d'Administration considère comme étant adaptée, y compris par l'émission (dans les limites autorisées par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qui grèvent ou non tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir une participation dans, unifier, fusionner, consolider avec et constituer un partenariat (partnership) ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tout employé de la Société;

3.7 de s'engager dans toute garantie ou contrat d'indemnité ou de caution, et de fournir des sûretés pour l'accomplissement des obligations de et/ou le paiement de toute somme par toute personne (y compris tout organe social dans lequel la Société a une participation directe ou indirecte ou toute personne (une "Entité Holding") qui est pour le moment un membre de ou détient autrement un intérêt direct ou indirect dans la Société ou tout organe social dans laquelle une Entité Holding détient un intérêt direct ou indirect ou toute personne qui est associée avec la Société dans toute activité commerciale ou entreprise), avec ou sans que la Société ne reçoive une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés, biens ou capital social non libéré (présents et futurs) ou par d'autres moyens; pour les besoins de cet Article 3.7 "garantie" inclut toute obligation, bien que décrite, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de, indemniser ou garder indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou autrement responsable, de l'endettement ou des obligations financières de toute autre personne;

3.8 d'acheter, prendre en location, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien immobilier ou personnel et tout droit ou privilège dessus ou en lien avec celui-ci;

3.9 de vendre, mettre en bail, échanger, mettre à louer et disposer de tout bien immobilier ou personnel, et/ou de tout ou partie des entreprises de la Société, pour une contrepartie que le Conseil d'Administration considère appropriée, y compris pour des parts sociales, obligations ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets similaires (en tout ou partie) à ceux de la Société; de détenir toutes parts sociales, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, fournir des options sur, mettre sur compte ou autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.10 de conclure des contrats y compris, mais sans se limiter à tout type de contrat de prêt sur produits dérivés (credit derivative agreements), accords de partenariats (partnership agreements), conventions de prise ferme (underwriting agreement), contrats de commercialisation (marketing agreements), contrats de distribution (distribution agreements), accords de gestion (management agreements), conventions de conseil (advisory agreements), conventions administratives (administration agreements) et autres contrats de services, contrats de vente, ou autres relatifs à son objet;

3.11 d'entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que principal, agent, contractant, fiduciaire ou autrement; (c) par voie ou via des fiduciaires, agents, souscontractants ou autre; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.12 d'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, selon l'opinion du Conseil d'Administration accessoires ou propices à la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

A CONDITION TOUJOURS que la Société n'entre pas dans une transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans avoir obtenu d'autorisation requise en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à dix millions quatre cent quatre-vingt-sept mille huit cent quatre euros et quatre-vingt-dix centimes d'euro (EUR 10.487.804,90) représenté par cent quatre millions huit cent soixante-dix-huit mille quarante-neuf (104.878.049) actions ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) chacune (les "Actions"), qui ont toutes été intégralement libérées. Dans les présents Statuts, "Actionnaires" signifie les détenteurs au moment pertinent des Actions et "Actionnaire" doit être interprété conformément.

5.1.1 Le capital autorisé, non émis et non souscrit de la Société (le "Capital Autorisé") est de vingt millions cinq cent douze mille cent quatre-vingt-quinze euros et dix centimes d'euro (EUR 20.512.195,10). Le Conseil d'Administration est, de ce fait, autorisé à augmenter le capital social émis de la Société jusqu'à un montant de trente et un millions d'euro (EUR 31.000.000,-).

5.1.2 Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre des Actions (les "Actions Emises par le Conseil") en une ou plusieurs tranches dans la limite du Capital Autorisé de temps à autre, sous réserve de ce qui suit:

(a) une telle autorisation du Conseil d'Administration relative au Capital Autorisé tel que décrit dans le présent Article 5.1.2 et l'Article 5.2 ci-dessous expirera à la première des dates suivantes (i) cinq (5) ans à compter de la date de cette autorisation ou (ii) le 3 avril 2019 sous réserve qu'une période supplémentaire ou des périodes supplémentaires d'autorisation suivant cette période soit/soient approuvée(s) par une Résolution des Actionnaires et dans la mesure permise par la Loi de 1915;

(b) le Conseil d'Administration peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription des Actionnaires aux Actions Emises par le Conseil et peut émettre des Actions Emises par le Conseil à de telles personnes et à un tel prix avec ou sans prime d'émission et libérées par un apport en nature ou un numéraire ou par incorporation de créances ou de réserves ou de toute autre manière déterminée par le Conseil d'Administration, sous réserve de la Loi de 1915;

(c) suivant l'admission à la négociation sur les marchés réglementés de Madrid, Barcelone, Bilbao et Valence (l'"Admission à la Négociation"), sauf en ce qui concerne les Articles 5.2.1, 5.2.3 et 5.2.4 ci-dessous selon le cas, les émissions d'Actions Emises par le Conseil durant la période d'autorisation décrite à l'Article 5.1.2

(a) ci-dessus ne peuvent pas excéder au total cinquante pour cent (50%) du capital social entièrement souscrit de la Société immédiatement suivant l'Admission à la Négociation, conformément aux limites suivantes:

(i) les émissions d'Actions Emises par le Conseil durant l'autorisation décrite à l'Article 5.1.2(a) ci-dessus peuvent excéder au total un maximum de cinquante pour cent (50%) du capital social entièrement souscrit de la Société immédiatement suivant l'Admission à la Négociation, si le Conseil d'Administration ne limite ou ne supprime pas le droit préférentiel de souscription des Actionnaires de souscrire à de telles Actions Emises par le Conseil;

(ii) les émissions d'Actions Emises par le Conseil durant l'autorisation décrite à l'Article 5.1.2(a) ci-dessus ne peuvent pas excéder au total vingt pour cent (20%) du capital social entièrement souscrit de la Société immédiatement suivant l'Admission à la Négociation, si dans le cadre de telles émissions le Conseil d'Administration limite ou supprime le droit préférentiel de souscription des Actionnaires de souscrire à de telles Actions Emises par le Conseil.

5.1.3 L'Assemblée Générale appelée à se prononcer, conformément aux conditions requises pour les modifications des Statuts (comme prévu à l'Article 14.8.2 ci-dessous), sur une augmentation du capital social ou sur l'autorisation ou modification de la clause de Capital Autorisé telle que prévue aux Articles 5.2.1, 5.2.2 et 5.2.3 dans le présent Article 5, peut limiter ou supprimer les droits préférentiels de souscription relatifs à une telle émission ou autoriser le Conseil d'Administration à le faire; toute proposition à cet effet doit être spécifiquement annoncée dans la convocation; les raisons détaillées pour celle-ci doivent être établies dans un rapport préparé par le Conseil d'Administration et présenté à l'Assemblée Générale, portant en particulier sur le prix d'émission proposé.

5.2 Dans les limites du Capital Autorisé établies à l'Article 5.1.1 et sauf disposition contraire, l'Article 5.1.2, le Conseil d'Administration est autorisé et habilité à:

5.2.1 émettre de nouvelles Actions Emises par le Conseil avant l'Admission à la Négociation pour lesquelles l'Article 5.1.2(c) ne s'appliquera pas;

5.2.2 sous réserve de l'Admission à la Négociation, émettre des unités d'actions liées au rendement (Performance Stock Rights - "PSRs") donnant droit à leurs détenteurs de souscrire à, lors de l'exercice de tels PSRs, de nouvelles Actions Emises par le Conseil d'un montant correspondant à un maximum de 4,44% du capital social entièrement émis de la Société (y compris les actions de trésorerie, s'il y en a) au moment de l'Admission à la Négociation sur une base entièrement diluée (c.-à-d. prenant en compte le montant total des Actions Emises par le Conseil qui seraient émises dans le cas de l'exercice de tous les PSRs), à souscrire par ou pour le compte des employés ou de la gérance de la Société et/ou de toute entité dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect dans le cadre d'un plan d'intéressement à long terme;

5.2.3 émettre des obligations convertibles et/ou des warrants donnant droit à leurs détenteurs de souscrire à de nouvelles Actions lors de l'exercice des obligations convertibles et/ou warrants et dans les limites du Capital Autorisé, avec ou sans prime d'émission. Ces nouvelles Actions Emises par le Conseil auront les mêmes droits que les Actions existantes. Les autres termes et conditions des obligations convertibles et/ou warrants seront déterminés par le Conseil d'Administration;

5.2.4 lors de l'exercice des PSRs, des obligations convertibles et/ou warrants, émettre les Actions Emises par le Conseil concernées. Dans le cas où une telle émission d'Actions Emises par le Conseil a lieu lors de l'exercice des PSRs, l'Article 5.1.2(c) ne s'appliquera pas. Pour écarter tout doute, les PSRs, obligations convertibles et/ou warrants doivent être émis durant la période d'autorisation établie dans l'Article 5.1.2(a) ci-dessus, cependant, leur exercice et l'émission d'Actions Emises par le Conseil lors d'un tel exercice peut intervenir après l'expiration d'une telle période d'autorisation;

5.2.5 déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de la souscription à et de la libération des nouvelles Actions Emises par le Conseil et/ou des PSRs et/ou des obligations convertibles et/ou warrants. Néanmoins, les Actions Emises par le Conseil ne pourront pas être émises à un prix inférieur à leur valeur nominale.

5.2.6 émettre ces nouvelles Actions Emises par le Conseil et/ou PSRs et/ou obligations convertibles et/ou warrants sans réserver le droit préférentiel de souscription des Actionnaires existants de souscrire à, et d'acquérir les nouvelles Actions Emises par le Conseil et/ou PSRs et/ou obligations convertibles et/ou warrants.

5.2.7 réaliser toutes les actions nécessaires ou désirables afin de modifier le présent Article 5 de manière à refléter et enregistrer toute modification du capital social émis réalisée en vertu de l'Article 5.1.2;

5.2.8 prendre ou autoriser toute action nécessaire ou désirable pour la signature et/ou la publication d'une telle modification conformément à la Loi Luxembourgeoise;

5.2.9 déléguer à tout Administrateur ou dirigeant de la Société, ou à toute autre personne, la responsabilité d'accepter les souscriptions et recevoir les paiements pour toute Action Emise par le Conseil et d'acter toute émission d'Actions Emises par le Conseil par devant un notaire.

5.3 Les Actions sont émises sous forme dématérialisée, conformément à l'article 42 bis de la Loi de 1915 et de la loi sur les titres dématérialisés du 6 avril 2013. La conversion optionnelle des Actions en toute autre forme par les détenteurs de telles Actions est prohibée.

5.4 Toutes les Actions dématérialisées sont inscrites dans un compte d'émission unique ouvert auprès de l'organisme de liquidation (clearing institution) suivante: LuxCSD, ayant son siège social au 43, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et bureau et adresse postale au 42, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

5.5 Les Actions dématérialisées ne sont pas de forme nominative ou au porteur et sont seulement représentées par, et les droits de propriété de l'Actionnaire sur les Actions dématérialisées ne sont qu'établies par l'inscription en compte-titres auprès de l'organisme de liquidation à Luxembourg. Pour les besoins de la circulation internationale des actions ou pour l'exercice des droits des actionnaires (droit associatifs) et le droit d'action de l'Actionnaire envers la Société et les tiers, l'organisme de liquidation émettra des certificats aux détenteurs de comptes-titre relatifs aux Actions dématérialisées, sur leur attestation écrite, qu'ils détiennent les Actions concernés sur leur propre compte ou agissent en vertu de pouvoirs qui leurs ont été conférés par le détenteurs des droits des Actions.

5.6 Les Actions dématérialisées sont librement cessibles. Les cessions d'Actions dématérialisées s'opèrent par virement de compte à compte.

5.7 Afin d'identifier l'Actionnaire, la Société peut, à ses frais, demander à l'organisme de liquidation, le nom ou dénomination sociale, la nationalité, date de naissance ou date de constitution et l'adresse des détenteurs dans ses registres immédiatement ou à terme leur donnant droit aux droits de vote à l'Assemblée Générale de la Société, ainsi que le nombre d'Actions détenues par chacun d'entre eux et, le cas échéant, les restrictions que les Actions peuvent avoir. L'organisme de liquidation donne à la Société les données d'identification qu'il détient sur les détenteurs de comptes-titres dans ses registres et le nombre d'Actions détenu par chacun d'entre eux.

Les mêmes informations concernant les détenteurs d'Actions sur compte propre sont recueillies par la Société par le biais du teneur de compte (securities depositary) ou d'autres personnes, qui détiennent directement ou indirectement un compte-titres auprès de l'organisme de liquidation au crédit duquel apparaissent les Actions concernées.

La Société comme émetteur peut demander la confirmation des personnes apparaissant sur les listes ainsi fournies qu'ils détiennent les Actions pour leur propre compte.

Lorsqu'une personne n'a pas fourni l'information requise par la Société conformément au présent Article 5.7 dans les deux mois suivants la demande ou si elle a fourni une information incomplète ou erronée en ce qui concerne sa qualité, ou la qualité des Actions qu'elle détient, la Société peut, jusqu'à ce qu'une telle information soit fournie, suspendre les droits de vote d'un tel détenteurs d'Actions au prorata de la proportion d'Actions pour lesquelles l'information demandée n'a pas été obtenue.

5.8 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Actionnaire(s) et/ou le Conseil d'Administration, sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.9 La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre des Actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par les Associé(s) et/ou le Conseil d'Administration, sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.10 Toutes les Actions donnent droit à des droits égaux.

5.11 Le capital social souscrit peut être augmenté par Résolution des Associés prise conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

5.12 La Société peut réduire son capital social souscrit sous réserve de ce qui est prévu dans la Loi de 1915. Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 (et de l'article 49-8 en particulier), les Actions peuvent être émises avec la condition qu'elles soient rachetées au choix de la Société ou du détenteur, et l'Assemblée Générale peut déterminer les termes, conditions et moyen de rachat de telles Actions. Dans ce cas, les Statuts devront préciser que de telles Actions sont des Actions rachetables conformément aux dispositions de la Loi de 1915, l'Assemblée Générale peut également autoriser la Société à acquérir en son nom ou par le biais d'une personne n'agissant non pas en son nom mais au nom de la Société, ses propres Actions par simple majorité des votes exprimés, indépendamment de la proportion du capital représenté par les Actionnaires présents à l'Assemblée Générale.

5.13 Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915, l'Assemblée Générale peut décider de créer de nouvelles catégories d'Actions et déterminer les aspects, droits et restrictions attachés à de telles catégories d'Actions.

5.14 Si des Actions sont émises à des conditions où elles ne sont pas totalement libérées lors de leur émission, alors le paiement du solde dû devra être réalisé au moment et aux conditions déterminés par le Conseil d'Administration à condition que toutes les Actions soient traitées de façon égale.

6. Indivisibilité des actions.

6.1 Chaque Action est indivisible.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Action. Si la propriété d'une Action est commune ("indivis"), tous les détenteurs d'une Action devront notifier la Société par écrit lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Actionnaire de l'Action en question, y compris pour les besoins du vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession des actions. Les Actions seront librement cessibles conformément à la Loi de 1915 et à l'article 5.6 des présents Statuts et sous réserve de se conformer à la loi applicable.

8. Autres instruments. La Société, sur décision du Conseil d'Administration, peut émettre des obligations, billets ou autres instruments de dette sous la forme nominative ou dématérialisée.

9. Site internet de la société. La Société peut avoir un site internet dont le contenu, l'accès et la réglementation seront conformes à la Loi Luxembourgeoise et aux réglementations applicables des juridictions où les Actions de la Société sont admises à la négociation sur un marché secondaire de temps à autre, s'il y en a. Le Conseil d'Administration peut modifier, déplacer ou supprimer un tel site internet de la Société.

10. Les administrateurs.

10.1 Dans le cas où il y a plusieurs Actionnaires, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé d'un moins 5 (cinq) membres mais pas plus de 15 (quinze) membres (ces membres seront ci-après désignés ensemble comme les "Administrateurs" et chacun un "Administrateur").

10.2 Le Conseil d'Administration a le pouvoir de prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts à l'Assemblée Générale.

10.3 Si tout ou partie des Actions de la Société sont l'objet de l'Admission à la Négociation, le Conseil d'Administrations sera composé d'un nombre d'Administrateurs exécutifs et non-exécutifs (propriétaire et indépendant) en fonction de sa structure de capital social et le nombre d'Administrateurs indépendants devra, dans la mesure du possible, représenter au moins un tiers du nombre total d'Administrateurs. Des exceptions peuvent être faites dans le cas ou une vacance causée par un décès, retraite, démission, renvoi, suppression ou autrement jusqu'à la nomination du successeur de l'Administrateur indépendant mettant fin à son contrat concerné. Pour les besoins des présents Statuts, "Administrateurs indépendants" signifie, sauf définition contraire du règlement de gouvernance d'entreprise espagnols, tels que modifiés de temps à autre, les Administrateurs nommés en raison de leur situation personnelle ou professionnelle et dont le rôle n'est pas affecté par leur relation avec la Société, les Actionnaires importants ou autres Administrateurs.

Pour les besoins des présents Statuts, "Administrateurs propriétaires" signifie les Administrateurs nommés par l'Assemblée Générale mais sur proposition par un Actionnaire spécifique, sauf définition contraire du règlement de gouvernance d'entreprise, tel que modifié de temps à autre.

10.4 S'il a été établi au cours d'une assemblée générale des Actionnaires (une "Assemblée Générale") que la Société n'a qu'un seul Actionnaire, le Conseil d'Administration pourra alors être constitué d'un Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale ordinaire suivant l'établissement de l'existence de plus d'un Actionnaire.

10.5 Un Administrateur ne doit pas nécessairement être un Actionnaire.

10.6 Une personne morale peut être un Administrateur (un "Administrateur Personne Morale"), auquel cas elle devra désigner un représentant permanent pour remplir ce rôle en son nom et pour son compte. La révocation de son représentant permanent par un Administrateur Personne Morale est conditionnelle jusqu'à la nomination simultanée d'un successeur.

10.7 Chaque Administrateur est nommé par une Assemblée Générale pour une durée de trois (3) Exercices Sociaux de la Société (tel que définit à l'Article 17 ci-dessous) sous réserve d'un renouvellement possible, tel que prévu par l'Article 10.9 ci-dessous.

10.8 Les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale par une simple majorité des Actionnaires présents ou représentés à une telle Assemblée Générale. La procédure de candidature et de nomination est la suivante:

10.8.1 Deux (2) Administrateurs seront nommés parmi les candidats proposés par Luxgoal 3 S.à r.l. ("Luxgoal 3") et/ou ses Affiliés, selon le cas, (le "Groupe Luxgoal 3") aussi longtemps que le Groupe Luxgoal 3 détient au moins 17,5% des Actions émises par la Société, si l'actionnariat du Groupe Luxgoal 3 dans la Société devient inférieur à 17,5% du capital social, mais reste supérieur à 7,5% du capital social, alors uniquement un (1) Administrateur sera nommé parmi les candidats proposés par le Groupe Luxgoal 3. Pour écarter tout doute, si l'actionnariat du Groupe Luxgoal 3 dans la Société devient inférieur à 7,5%, il n'aura aucun droit spécifique en vertu de cet Article 10.8.1 de voir ses candidats nommés comme Administrateurs, que son actionnariat augmente ultérieurement et dépasse les 7,5% du capital social ou non. Si l'actionnariat du Groupe Luxgoal 3 dans la Société devient inférieur à 17,5%, le Groupe Luxgoal 3 devra veiller à ce que

l'un des Administrateurs nommés sur base de la liste de candidats présentée par lui, démissionne immédiatement. Si l'actionnariat du Groupe Luxgoal 3 dans la Société devient inférieur à 7,5%, le Groupe Luxgoal 3 devra veiller à ce que l'autre Administrateur nommé sur base de la liste de candidats présentée par lui, démissionne immédiatement. Le Conseil d'Administration nommera un nouvel Administrateur indépendant comme remplaçant de l'Administrateur démissionnant. Un tel Administrateur de remplacement sera choisi et nommé par le Conseil d'Administration le plus rapidement possible après la démission de l'Administrateur concerné et conformément à l'Article 10.12.

10.8.2 Deux (2) Administrateurs seront nommés parmi les candidats proposés par AXA LBO Fund IV, AXA LBO Fund IV Supplementary et AXA Co-investment III LP et/ou leurs Affiliés, selon le cas, (le "Groupe Ardian") aussi longtemps que le Groupe Ardian détient au moins 17,5% des Actions émises par la Société, si l'actionnariat du Groupe Ardian dans la Société devient inférieur à 17,5% du capital social, mais reste supérieur à 7,5% du capital social, alors uniquement un (1) Administrateur sera nommé parmi les candidats proposés par le Groupe Ardian. Pour écarter tout doute, si l'actionnariat du Groupe Ardian dans la Société devient inférieur à 7,5%, il n'aura aucun droit spécifique en vertu du présent Article 10.8.2 de voir ses candidats nommés comme Administrateurs, que son actionnariat augmente ultérieurement et dépasse les 7,5% du capital social ou non. Si suivant l'offre publique initiale d'appel à l'épargne des Actions de la Société et suivant la cession de toute Action autrement que dans le cadre de cette offre publique initiale d'appel à l'épargne (y compris par toute option d'attribution excédentaires (over-allotment option)), l'actionnariat du Groupe Ardian dans la Société est inférieur à 17,5%, Groupe Ardian devra veiller à ce que l'un des Administrateurs nommés sur base de la liste de candidats présentée par lui, démissionne immédiatement. Si l'actionnariat du Groupe Ardian dans la Société devient inférieur à 7,5%, le Groupe Ardian devra veiller à ce que l'autre Administrateur nommé sur base de la liste de candidats présentée par lui, démissionne immédiatement. Le Conseil d'Administration nommera un nouvel Administrateur indépendant comme remplaçant de l'Administrateur démissionnant. Un tel Administrateur de remplacement sera choisi et nommé par le Conseil d'Administration le plus rapidement possible suivant la démission de l'Administrateur concerné et conformément à l'Article 10.12.

10.8.3 Les Administrateurs indépendants seront nommés par l'Assemblée Générale, ou par le Conseil d'Administration conformément à l'article 10.12, sur proposition du Comité de Rémunération et de Nomination. Le Président du Conseil d'Administration a le droit de proposer au Comité de Rémunération et de Nomination des candidats au mandat d'administrateur indépendant sous réserve que le Comité de Rémunération et de Nomination puisse également concomitamment chercher et proposer des candidats alternatifs pour de tels postes, en plus de ceux proposés par le Président du Conseil d'Administration.

10.8.4 Pour les besoins du présent Article 10.8, "Affiliés" signifie en ce qui concerne une personne spécifique (c.-à-d. individus, personnes morales (quel que soit leur lieu de constitution), association non dotée de la personnalité morale et partenariats (partnerships)), toute Personne qui (a) directement ou indirectement, contrôle, ou est contrôlée par, ou est sous le contrôle commun de, la Personne concernée, (b) de temps à autre, est administrée par (i) le même gestionnaire de portefeuille qui est contrôlé par la même Personne qui contrôle la Personne concernée ou (c) en ce qui concerne une Personne physique, est un membre de la même famille.

10.9 Un Administrateur peut être réélu. Les Administrateurs indépendants, cependant, ne peuvent être réélus que dans la mesure où la durée totale de l'état de service d'un tel Administrateur indépendant (c.-à-d. prenant en compte, pour écarter tout doute, la somme de la durée de l'état de service d'un tel Administrateur indépendant pour chaque mandat en tant qu'Administrateur indépendant) n'excède pas une période de douze (12) Exercices Sociaux consécutifs.

Un Administrateur peut être relevé de ses fonctions à tout moment par une Assemblée Générale. Cependant, le Conseil d'Administration ne pourra proposer la révocation d'un Administrateur indépendant avant l'expiration du mandat pour lequel un tel Administrateur a été nommé, sauf lorsqu'une bonne raison est trouvée par le Conseil et, s'il y en a une, sur base d'un rapport préalable du Comité de Rémunération et de Nomination.

10.10 Tout Administrateur doit rendre compte, et selon le cas, également démissionner dans le cas où son comportement pourrait porter préjudice au crédit et à la réputation de la Société.

10.11 Les Administrateurs qui cèdent leur place volontairement avant que leur mandat prenne fin doivent expliquer les raisons au Conseil d'Administration.

10.12 Dans le cas où un Administrateur nommé par une Assemblée Générale cesse d'être un Administrateur pour n'importe quelle raison, les Administrateurs restants devront remplir la vacance provisoirement sous réserve qu'après une telle nomination les Articles 10.2 et 10.8 soient respectées; un Administrateur ainsi nommé restera en fonction jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, à moins que sa nomination ne soit confirmée par les Actionnaires lors de cette Assemblée Générale. Les Administrateurs ainsi nommés auront les mêmes pouvoirs que les autres Administrateurs nommés par l'Assemblée Générale.

10.13 Les membres du Conseil d'Administration ont droit à une rémunération, décidée dans l'ensemble par Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration décide du partage d'une telle rémunération totale entre les membres du Conseil d'Administration et peut allouer des rémunérations additionnelles dans les limites de tout budget approuvé par l'Assemblée Générale aux Administrateurs qui sont chargés de tâches ou missions spécifiques dans le cadre de leur mandat en tant que membre du Conseil d'Administration. Le Comité de Rémunération et de Nomination, s'il y en a un, assiste le Conseil d'Administration dans cette tâche.

10.14 Le Conseil d'Administration nommera un membre en tant que président (le "Président"), qui peut également être le directeur général (Chief Executive Officer -CEO) de la Société. Si le Président est en effet également le directeur général (CEO), au moins un Administrateur indépendant sera nommé par le Conseil d'Administration comme vice-président (le "Vice-Président") et aura l'autorité pour convoquer une Réunion du Conseil (tel que définit à l'Article 13 des présents Statuts) ou inclure des points à l'ordre du jour, coordonner et recueillir les préoccupations des administrateurs non-exécutifs et diriger l'évaluation du Conseil du Président et le CEO.

11. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

11.1 si la Société a un Administrateur, la signature unique de cet Administrateur;

11.2 en cas de pluralité d'Administrateurs, la signature conjointe de deux Administrateurs;

11.3 la signature unique de tout Délégué à la Gestion Journalière (tel que défini à l'article 12.1) dans les limites des pouvoirs qui lui ont été délégués en vertu de l'article 12.1;

11.4 la signature unique de toute autre personne à qui un tel pouvoir a été délégué conformément à l'Article 12.4 et dans la mesure du pouvoir qui lui a été délégué.

12. Délégation de pouvoirs.

12.1 La gestion quotidienne des activités de la Société et le pouvoir de représenter la Société à cet effet peut être délégué à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, cadres ou autres agents (chacun un "Délégué à la Gestion Journalière") agissant seul ou conjointement.

12.2 Un Délégué à la Gestion Journalière peut ne pas être Actionnaire.

12.3 La nomination et la révocation, les pouvoirs, tâches et rémunération des Délégués à la Gestion Journalière seront déterminés par le Conseil d'Administration.

12.4 Le Conseil d'Administration peut déléguer partie de ses pouvoirs, pour des tâches spécifiques au directeur général (CEO), tout Administrateur ou à un ou plusieurs mandataires ad hoc, peut révoquer de tels mandataires et déterminer leurs pouvoirs, responsabilité et rémunération (le cas échéant), la durée de représentation et toute autre condition pertinente de sa représentation.

12.5 De plus, le Conseil d'Administration peut nommer un comité d'audit (le "Comité d'Audit") et un comité de rémunération et de nomination (le "Comité de Rémunération et de Nomination") et peut nommer d'autres comités, de manière à conduire certaines tâches et fonctions expressément déléguées à un tel comité. Les comités seront chargés d'examiner des sujets spécifiques choisis par le Conseil d'Administration et rendre compte au Conseil d'Administration à propos d'eux. Les prises de décisions resteront de la responsabilité collective du Conseil d'Administration et le comité peut seulement faire des suggestions au Conseil d'Administration.

12.6 La raison d'être du Comité d'Audit sera en particulier d'assister le Conseil d'Administration à s'acquitter de ses fonctions de contrôle relatives à l'intégrité des états financiers, y compris rendre compte régulièrement au Conseil d'Administration de ses activités et de la pertinence et de l'efficacité des systèmes de contrôle internes, du système de gestion de risque et des systèmes d'audit internes; et de faire des recommandations pour la nomination, rémunération, le maintien en poste et la surveillance des, et considérer l'indépendance des, auditeurs externes et exercer toutes autres fonctions imposées par les lois applicables and régulations du ou des marchés règlementé(s) sur lequel/lesquels les Actions peuvent être admises, ainsi que toutes autres fonctions confiées au comité par le Conseil d'Administration. Le Comité d'Audit doit avoir un minimum de trois (3) membres, dont la majorité d'entre eux est indépendante et qui devra inclure au moins un (1) Administrateur nommé conformément à l'Article 10.8.1 ou 10.8.2 aussi longtemps qu'une telle personne est Administrateur, et sera présidé par un Administrateur indépendant. Les membres du Comité d'Audit ne seront pas des Administrateurs exécutifs.

12.7 La raison d'être du Comité de Rémunération et de Nomination sera en particulier de faire des propositions pour la nomination et/ou la destitution d'Administrateurs, de revoir la politique de rémunération de la Société de la manière que le Conseil d'Administration considère comme appropriée, de faire des propositions, ensemble avec le directeur général (CEO), quant à la rémunération des Administrateurs et de conseiller des avantages ou des plans d'intéressement. Ce comité sera composé d'un minimum de trois (3) membres et sera formé exclusivement d'Administrateurs non-exécutifs dont la majorité d'entre eux seront des Administrateurs indépendants. Le Comité de Rémunération de Nomination sera composé d'un moins un (1) Administrateur nommé conformément aux Articles 10.8.1 ou 10.8.2. Le Comité de Rémunération et de Nomination sera présidé par un Administrateur indépendant.

12.8 Le Conseil d'Administration peut nommer un secrétaire de la Société, qui n'est pas nécessairement membre du Conseil d'Administration, et déterminer ses responsabilités, pouvoirs et autorité. Le secrétaire vise à garantir la mise en oeuvre des règles et procédures de fonctionnement du Conseil d'Administration, sous l'autorité du Président. Le secrétaire devra préparer les procès-verbaux résumant les délibérations durant les réunions du Conseil d'Administration et noter les décisions prises par le Conseil d'Administration, conjointement avec le Président.

13. Réunions du conseil d'administration.

13.1 Les réunions du Conseil d'Administration (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par le Président ou le Vice-Président. De plus, tout Administrateur nommé sur proposition du Groupe Luxgoal 3 et du Groupe Ardian

en vertu des Articles 10.8.1 et 10.8.2 peut également convoquer une Réunion du Conseil aussi longtemps que le Groupe Luxgoal 3 ou le Groupe Ardian, selon le cas, détient au moins 7,5% du capital social de la Société.

13.2 Le Conseil d'Administration peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se soumettre à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les Administrateurs ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.3 Un Administrateur peut nommer un autre Administrateur (mais seulement un Administrateur) pour le représenter (le "Représentant de l'Administrateur") lors d'une Réunion du Conseil, afin d'assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Administrateur peut représenter plusieurs autres Administrateurs à un Conseil d'Administration à condition que (sans préjudice des conditions de quorum) au moins une simple majorité du nombre des Administrateurs nécessaires afin d'atteindre le quorum requis soit physiquement présent à une telle Réunion du Conseil.

13.4 Le Conseil d'Administration ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Administrateurs sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil d'Administration sont adoptées par une majorité simple des Administrateurs présents ou représentés. Lors d'une égalité des votes, le Président aura un second ou vote prépondérant.

13.5 Un Administrateur ou le Représentant de l'Administrateur peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de moyens de vidéo conférence ou de tout autre équipement de télécommunication permettant l'identification de chaque Administrateur participant. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques permettant que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre sur une base continue et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par les Administrateurs seront réputées pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement négociées/conclues à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre d'Administrateurs (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum soient physiquement présents au même endroit. Une Réunion du Conseil tenue de cette manière est réputée avoir lieu au Siège Social.

13.6 Une résolution écrite, signée par tous les Administrateurs (ou en relation avec tout Administrateur, le Représentant de l'Administrateur) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signées par ou au nom d'un ou plusieurs des Administrateurs concernés.

13.7 Les procès-verbaux d'un Conseil d'Administration doivent être signés par le Président de la Réunion et les extraits de ces procès-verbaux peuvent être certifiés par tout Administrateur présent à la Réunion du Conseil.

13.8

13.8.1 Tout Administrateur ayant un intérêt dans une transaction (une "Transaction en Conflit") en conflit avec celui de la Société soumise pour approbation au Conseil d'Administration doit informer le Conseil d'Administration de celui-ci et la déclaration de cet Administrateur devra être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux délibérations relatives à cette transaction. A l'occasion de la prochaine Assemblée Générale, avant le vote de toute résolution, un rapport spécial devra être produit sur toutes les transactions dans lesquelles les Administrateurs auraient eu un intérêt en conflit avec celui de la Société.

13.8.2 L'Article 13.8.1 ne s'appliquera pas aux opérations courantes réalisées à des conditions normales.

14. Assemblées générales.

14.1 Les Assemblées Générales doivent avoir les pouvoirs les plus étendus pour adopter ou ratifier toute action à propos de la Société.

14.2 Lorsque la Société a plusieurs Actionnaires, l'Assemblée Générale représente l'intégralité des Actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, adopter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

14.3 Les règlements de l'assemblée générale des actionnaires (les "Règlements") et toute modification aux Règlements seront adoptées par l'Assemblée Générale de la Société à la simple majorité. L'objectif des Règlements est principalement de développer les règles de convocation, préparation et tenue des Assemblées Générales de la Société, conformément aux règlements de gouvernance d'entreprise espagnols, si et aussi longtemps que les Actions de la Société sont admises à la négociation dans l'un des marchés réglementés en Espagne. Les Règlements sont à disposition sur le site internet de la Société. Dans le cas de divergences entre les Règlements et les présents Statuts, ces derniers feront foi.

14.4 Convocation de l'Assemblée Générale

14.4.1 Le Conseil d'Administration, ainsi que les Auditeurs, peuvent convoquer une Assemblée Générale.

14.4.2 Ils seront obligés de la convoquer pour qu'elle soit tenue dans un délai d'un mois si les Actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5%) du capital social de la Société le requièrent par écrit avec une indication de l'ordre du jour. Si, à la suite d'une telle demande des Actionnaires, l'Assemblée Générale ne se tient pas dans les délais prescrits, l'Assemblée Générale peut être convoquée par un mandataire, nommé par le juge président la chambre du Tribunal

d'Arrondissement siégeant en matière commerciale et siégeant en matière de référés sur la demande d'un ou plusieurs Actionnaires qui ensemble détiennent la proportion du capital social susmentionnée.

14.5 Longueur et forme de l'avis

14.5.1 Les avis de convocation pour chaque Assemblée Générale (l'"Avis de Convocation") seront publiés:

(a) au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois au moins trente (30) jours avant la date de l'Assemblée Générale;

(b) dans les médias pour lesquels on peut raisonnablement attendre que l'information soit efficacement diffusée au public partout dans l'Espace Economique Européen, et qui est accessible rapidement et sur une base non-discriminationnaire (la "Publication EEE"), au moins trente (30) jours avant la date de l'Assemblée Générale; et

(c) sur, le site internet de la Société durant une période ininterrompue à commencer de la date de publication de l'Avis de Convocation jusqu'au jour de l'Assemblée Générale.

Les Avis de Convocation pour les Assemblées Générales seront également publiés conformément aux lois applicables et en particulier en ce qui concerne l'information continue et les exigences de la bourse auxquelles la Société est soumise.

Si le quorum requis tel que requis par l'Article 14.8 n'est pas atteint lors de la première Assemblée Générale convoquée, une autre assemblée peut être convoquée en publiant l'Avis de Convocation au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, un journal luxembourgeois et la Publication EEE au moins dix-sept (17) jours avant la date de l'assemblée reconvoquée sous réserve que (i) la première Assemblée Générale ait été valablement convoquée conformément aux dispositions ci-dessus; et (ii) aucun nouveau point n'a été ajouté à l'ordre du jour.

14.5.2 L'Avis de Convocation est envoyé au moins trente (30) jours, ou au moins dix-sept (17) jours, selon le cas, visé à l'Article 14.5.1 aux membres du Conseil d'Administration et aux réviseurs d'entreprises agréés (les "Destinataires"). Cette communication sera envoyée par lettre aux Destinataires, sauf en ce qui concerne les Destinataires qui ont expressément par écrit demandé de recevoir cette communication par d'autres moyens, auxquels cas de tels Destinataires pourront recevoir l'avis de convocation par de tels autres moyens de communication.

14.6 Points à l'ordre du jour additionnels

Les Actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5%) du capital social de la Société peuvent (i) demander l'ajout d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale et (ii) soumettre des projets de résolutions aux points inclus ou à inclure à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale. De telles demandes doivent:

14.6.1 être écrites et envoyées à la Société par la poste ou par des moyens électroniques à l'adresse indiquée dans l'Avis de Convocation (tel que défini à l'Article 14.5.1) et être accompagnées d'une justification ou de projets de résolution à adopter à l'Assemblée Générale;

14.6.2 inclure l'adresse postale ou électronique à laquelle la Société peut accuser réception des demandes;

14.6.3 être reçues par la Société au moins vingt-deux (22) jours avant la date de l'Assemblée Générale concernée;

14.6.4 la Société devra accuser réception des demandes visées ci-dessus dans les quarante-huit (48) heures de la réception. La Société devra préparer un ordre du jour modifié incluant les points supplémentaires au ou avant le cinquième (15) jours de la date de l'Assemblée Générale concernée.

14.7 Renonciation aux formalités de l'avis

Dans le cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une Assemblée Générale et s'ils déclarent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, ils peuvent renoncer aux exigences et formalités de publication de l'avis pour une telle Assemblée Générale.

14.8 Procédures, quorum et majorités

14.8.1 Sans préjudice des dispositions de la loi de 1915 ou par les Statuts, toutes les décisions de l'Assemblée Générale annuelle ou ordinaire seront prise à la majorité simple des votes émis, indépendamment de la proportion du capital social représenté par les Actionnaires participants (avec, au moins un Actionnaire présent physiquement ou par procuration et ayant le droit de voter). Une Assemblée Générale convoquée pour modifier les dispositions des Statuts, y compris les modifications au capital social de la Société, ne pourront délibérer valablement que si au moins la moitié du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications proposées aux Statuts. Si la première de ces conditions n'est pas satisfaite, une seconde assemblée peut être convoquée, de la manière décrite à l'Article 14.4 sous réserve que (i) la première Assemblée Générale soit valablement convoquée conformément aux dispositions de l'Article 14.5.1 ci-dessus; et (ii) l'ordre du jour pour l'assemblée reconvoquée n'inclut pas de nouveaux points. La seconde assemblée délibérera valablement indépendamment de la proportion du capital représentée.

14.8.2 Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des votes exprimés.

14.8.3 Les votes exprimés ne devront pas compter les votes attachés aux Actions à l'égard desquelles les Actionnaires n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus de voter ou ont exprimé un vote nul ou blanc.

14.8.4 Le droit d'un Actionnaire de participer à une Assemblée Générale et d'exercer les droits de vote attachés à ses Actions sont déterminés par référence au nombre d'Actions qu'un tel Actionnaire détient à minuit (00h00) au quatorzième (14) jour avant la date de l'Assemblée Générale (la "Date d'Enregistrement"). Chaque Actionnaire peut, à la date ou avant la Date d'Enregistrement, indiquer à la Société son intention de participer à l'Assemblée Générale. La

Société détermine la manière par laquelle cette déclaration doit être réalisée. Pour chaque Actionnaire qui indique son intention de participer à l'Assemblée Générale, la Société enregistre son nom ou dénomination sociale et adresse ou siège social, le nombre d'Actions qu'il détient à la Date d'Enregistrement et une description des documents établissant la détention d'Actions à cette date.

14.8.5 Les Actionnaires sont autorisés à participer à une Assemblée Générale par des moyens électroniques, permettant, notamment, l'un des moyens de participation suivants: (a) transmission en temps réel de l'Assemblée Générale; (b) communication en temps réel bidirectionnelle permettant aux Actionnaires de participer à l'Assemblée Générale à distance; et (c) un mécanisme pour voter, que ce soit avant ou durant l'Assemblée Générale, sans le besoin de nommer un mandataire physiquement présent à l'assemblée. Tout Actionnaire participant à l'Assemblée par ces moyens sera réputé être présent au lieu de l'assemblée pour les besoins des exigences de quorum et de majorité. L'utilisation de moyens électroniques permettant aux Actionnaires de prendre part à une assemblée peut être limitée aux exigences nécessaires pour vérifier l'identité des Actionnaires et la sécurité des moyens électroniques, et uniquement dans la mesure où elles sont proportionnées pour atteindre cet objectif.

14.9 Président de l'Assemblée Générale

Le Président du Conseil d'Administration sera le président d'une Assemblée Générale ou devra nommer une autre personne pour agir en tant que président d'une Assemblée Générale. Si lors d'une assemblée le Président n'est pas dans les cinq (5) minutes suivant l'heure fixée pour le commencement de l'assemblée et que le Président n'a pas nommé une autre personne pour présider l'Assemblée Générale, les Administrateurs présents pourront choisir l'un d'entre eux pour être président de l'assemblée. S'il n'y a qu'un Administrateur présent et voulant et pouvant agir, il sera le président de l'Assemblée Générale. En l'absence de tout Administrateur, les Actionnaires présents et ayant le droit de vote pourront choisir l'un d'entre eux pour être le président.

Sans préjudice à tout autre pouvoir qu'il peut avoir en vertu des dispositions des Statuts, le président peut prendre toute mesure qu'il estime nécessaire pour promouvoir la bonne conduite des affaires de l'assemblée telle que spécifiée dans l'avis de l'Assemblée Générale.

14.10 Ajournement et report des assemblées générales des Actionnaires

Le Conseil d'Administration a le droit d'ajourner une assemblée, en séance, pour quatre (4) semaines. Il peut faire ainsi à la demande des Actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social de la Société. Un tel ajournement, qui s'applique également aux Assemblées Générales appelées pour la modification des Statuts, devra annuler toute résolution prise. La seconde assemblée pourra prendre des résolutions finales sous réserve que, dans le cas de modifications aux Statuts, les conditions de quorum définies à l'Article 67-1 de la Loi de 1915 soit remplies.

14.11 Participation et vote par procuration

14.11.1 Un Actionnaire peut être représenté à toute Assemblée Générale en nommant comme son mandataire par écrit (ou par fax ou e-mail ou autre manière approuvée par le Conseil d'Administration), signé par le mandataire, ou si son mandataire est une société, sous son sceau ou de la main de tout personne dûment autorisée ou tout autre personne autorisée à signer, un individu ou une personne morale qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire. Un tel mandataire aura les mêmes droits de parler et de poser des questions durant l'Assemblée Générale, que ceux auxquels l'Actionnaire ainsi représenté auraient droit. L'avis à la Société de la nomination d'un mandataire par l'Actionnaire sera faite par écrite soit par la poste ou par des moyens électroniques.

14.11.2 Le Conseil d'Administration peut uniquement requérir la preuve nécessaire pour permettre l'identification des Actionnaires ou mandataires et la vérification du contenu des instructions de vote, selon le cas, et seulement dans la mesure proportionnée afin d'atteindre cet objectif.

14.11.3 Sauf si le contraire est indiqué dedans, la nomination d'un mandataire sera réputée donner autorité pour exercer tous les droits, que le mandataire semble indiqué. Une personne agissant en tant que mandataire peut représenter plus d'un Actionnaire sans limitation quant au nombre d'Actionnaires ainsi représentés par lui.

14.11.4 La livraison ou la réception de la nomination d'un mandataire n'empêche pas l'Actionnaire de participer et de voter en personne à l'assemblée ou à une assemblée ajournée.

14.11.5 La nomination d'un mandataire sera (sauf si le contraire y est indiqué) valide pour l'ajournement d'une assemblée y relative.

14.12 Nomination d'un mandataire

La forme de la nomination du mandataire et de toute preuve raisonnable requise par le Conseil d'Administration conformément à l'Article 14.11 devra:

14.12.1 dans le cas d'un instrument de procuration de la forme imprimée, être livrée au Siège Social ou à tout autre endroit à Luxembourg spécifié dans l'avis de convocation à l'assemblée ou dans la forme de nomination du mandataire ou autre document accompagnant envoyé à la Société en ce qui concerne l'assemblée, pas moins de deux (2) Jours Ouvrables (avec "Jours Ouvrables" étant les jours pendant lesquels les banques sont généralement ouvertes au Luxembourg, Madrid, Barcelone, Bilbao et Valence) avant la date de l'assemblée concernée; et

14.12.2 dans le cas d'une nomination de mandataire envoyé par moyen électronique, doit être reçu à l'adresse e-mail indiquée par la Société:

- (a) dans l'avis convoquant l'assemblée;

- (b) dans la procuration envoyée par la Société relative à l'assemblée;
 - (c) dans l'invitation à la nomination d'un mandataire émise par la Société relative à l'assemblée; ou
 - (d) sur le site internet maintenu par ou pour le compte de la Société sur lequel toute information relative à l'assemblée requise par la loi est mise à disposition,
- doit être reçue pas moins de deux (2) Jours Ouvrables avant la date de l'assemblée concernée ou l'assemblée ajournée.

14.13 Résultats des votes

La Société doit pour chaque résolution, publier sur son site internet, les résultats des votes pris à l'Assemblée Générale, y compris le nombre d'Actions pour lesquelles les votes ont été valablement émis et la proportion du capital social représenté par de tels votes valablement émis, le nombre de votes émis pour et contre chaque résolution et, selon le cas, le nombre d'abstentions.

15. Lieu et date de l'assemblée générale annuelle. Au moins une assemblée des Actionnaires sera tenue chaque année dans la ville de Luxembourg, au lieu spécifié dans l'avis de convocation à l'assemblée dans la ville de Luxembourg, l'avant dernier mercredi du mois de juillet à 16h00 CET. Si une telle date n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, une telle Assemblée Générale se tiendra le jour ouvrable précédent immédiatement.

16. Réviseurs d'entreprise agréés.

16.1 La Société est supervisée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés (le "Réviseur d'Entreprises Agrée").

16.2 L'assemblée générale désigne le(s) Réviseur(s) d'Entreprise Agrée(s) et détermine leur nombre, rémunération et le terme de leur mandat. La nomination ne peut cependant pas excéder six (6) ans. Si les Réviseurs d'Entreprises Agrées sont élus sans mention du terme de leur mandat, ils sont réputés être nommés pour six (6) ans à partir de la date de leurs élections.

16.3 Les Réviseurs d'Entreprises Agrées peuvent être réélus.

17. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année (l'"Exercice Social").

18. Distributions sur les actions.

18.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

18.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut, par Résolutions des Actionnaires, déclarer des dividendes aux Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par eux.

18.3 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et de ces Statuts, le Conseil d'Administration peut payer des dividendes intérimaires aux Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par eux.

19. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale au moyen d'une résolution adoptée en conformité avec les conditions requises pour la modification des Statuts, et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

20. Interprétation et loi luxembourgeoise.

20.1 Dans les présents Statuts:

20.1.1 Une référence à:

- (a) Un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) Une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

20.1.2 les mots "inclus" et "y compris/incluant" seront considérés comme étant suivi des mots "sans restriction" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis de mots indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

20.1.3 Les en-têtes de ces Articles ne doivent pas affecter leur interprétation.

20.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Frais

Les frais, coûts, rémunération, et autres charges de quelque nature que ce soit, qui doivent être portés au compte de la Société par suite de cette augmentation de capital, sont estimés à mille deux cents euros (1.200,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, qui est connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. HERRENSCHMIDT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 avril 2014. LAC/2014/17024. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014056334/1279.

(140064742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Beggen PropCo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2361 Strassen, 5, rue des Primeurs.

R.C.S. Luxembourg B 154.993.

Les comptes annuels au 15 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014056393/11.

(140065117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Blaine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 159.679.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Blaine S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014056395/11.

(140064751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Brookfield Real Estate Finance (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.047.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of April,
before us, Maître Joseph ELVINGER notary, residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Brookfield Europe (Gibraltar) Limited, a company governed by the laws Gibraltar, with registered office at 10/8, Casemates Square, bâtiment International Commercial Centre, GBZ - Gibraltar and registered with the Companies House of Gibraltar under number 90265 (the "Shareholder"),

hereby represented by Flora Gibert, employee residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given privately.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder has requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of Brookfield Real Estate Finance (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxem-

bourg, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Joseph Elvinger, residing in Luxembourg of 17 April 2007, published in the Mémorial C number 1387 on 6 July 2007 and entered in the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés, under the number B 128047 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed of the undersigned notary dated 16 July 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2217 dated 19 October 2010.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To change the corporate object of the Company which shall henceforth have the following wording:

“The Company’s purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest or any other enterprise any assistance, loans, advances, guarantees or security interests finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”

2 To amend article 3 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the above mentioned change of the corporate object of the Company.

3 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to change the corporate object of the Company.

Second resolution

In view of the above, the Shareholder resolved to amend article 3 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the foregoing resolution.

As a result, article 3 shall from now on read as follows:

“The Company’s purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest or any other enterprise any assistance, loans, advances, guarantees or security interests, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at EUR 800.-

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the proxy holder, who is known by the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le sept avril,

pardevant nous, Maître Joseph ELVINGER notaire de résidence à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Brookfield Europe (Gibraltar) Limited, une société constituée et régie par le droit de Gibraltar, établie et ayant son siège social à 10/8, Casemates Square, bâtiment International Commercial Centre, GBZ - Gibraltar et immatriculée au Compagnies House de Gibraltar sous le numéro 90265 («l’Associé»), représentée aux fins des présentes par Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant à Luxembourg, aux termes d’une procuration sous seing privé.

La prédite procuration restera annexée aux présentes pour être enregistrées avec elles.

L'Associé de la Société a requis le notaire instrumentant d'acter que le comparant est le seul et unique associé de Brookfield Real Estate Finance (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, dont le siège social est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg en date du 17 avril 2007, publié au Mémorial C numéro 1387 le 6 juillet 2007 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 128047 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 16 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2217 en date du 19 octobre 2010.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Modification de l'objet de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

«L'objet de la Société est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur; d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt ou toute autre entreprise, tous concours, prêts, avances, garanties ou sûretés, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs prédécrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.»

2 Modification de l'article 3 des statuts de la Société afin de refléter le changement de l'objet social mentionné ci-dessus.

3 Divers.

a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de modifier l'objet social de la Société.

Deuxième résolution

Compte tenu de ce qui précède, l'Associé a décidé de modifier l'article 3 des statuts de la Société afin de refléter la résolution précédente.

En conséquence, l'article 3 aura dorénavant la teneur suivante:

«L'objet de la Société est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur; d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt ou toute autre entreprise, tous concours, prêts, avances, garanties ou sûretés, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet-

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs prédécrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à huit cents euros (EUR 800.-).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 9 avril 2014. Relation: LAC/2014/16790. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 14 avril 2014.

Référence de publication: 2014056400/125.

(140064830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Castik Capital, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 186.205.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of March.

Before us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Mr. Michael Robert Phillips, born in St. Louis, USA on 1 February 1962, residing professionally at Possart Strasse 13, 81679 Munich, Germany,

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which the appearing party wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Castik Capital, S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “1915 Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in other Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

Furthermore the Company may in particular act as statutory manager (gérant) and alternative investment fund manager of one or more alternative investment funds (“AIFs”) organized in Luxembourg or abroad.

2.2 The Company may provide activities related to the assets of AIFs it manages, namely services necessary to meet its fiduciary duties, advice to undertakings on capital structure, industrial strategy and other related matters, advice relating to mergers and the purchase of undertakings, and other services connected to the management of the AIF and the companies and other assets in which it has invested.

2.3 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders**Art. 8. Collective decisions of the shareholders.**

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company is managed by the board of managers composed of manager(s) of class A ("A Manager(s)") and manager(s) of class B ("B Manager(s)"), which need not be shareholders of the Company. Any reference made hereinafter to the "managers" shall be construed as a reference to the A Manager(s) and/or the B Manager(s), depending on the context and as applicable. The board of managers operates as a collective body in charge of the Company's management.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one class A Manager and at least one class B Manager.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

16.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

Art. 18. Dealing with third parties. The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of at least one (1) A Manager and at least one (1) B Manager, or by the joint or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2014.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Mr. Michael Robert Phillips, aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1.200.-).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

Mr. Michael Robert Phillips, born in St. Louis, USA on 1 February 1962, residing professionally at Possart Strasse 13, 81679 Munich, Germany, and

the following person is appointed as class B manager of the Company for an unlimited term:

Ms Catherine Koch, born in Sarreguemines, France, on 12 February 1965, having her professional address at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am siebzehnten Tag des Monats März.

Vor uns, Maître Martine Schaeffer, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Herr Michael Robert Phillips, geboren in St. Louis, USA am 1 Februar 1962 mit Geschäftsadresse in Possart Strasse 13, 81679 München, Deutschland.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Castik Capital, S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an anderen luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

Weiterhin kann die Gesellschaft insbesondere als gesetzlicher Geschäftsführer (gérant) und alternativer Investment Fondsmanager einer oder mehrerer luxemburgischer oder ausländischer alternativer Investment Fonds („AIFs).

2.2 Die Gesellschaft kann Tätigkeiten ausüben, in Zusammenhang mit den Vermögenswerten der von ihr verwaltenden AIF, worunter Dienstleistungen, die zur Erfüllung der treuhänderischen Pflichten des AIF erforderlich sind, die Beratung von Unternehmen über die Kapitalstruktur, die industrielle Strategie und damit verbundene Fragen, Beratungs- und Dienstleistungen im Zusammenhang mit Fusionen und dem Erwerb von Unternehmen und weitere Dienstleistungen in Verbindung mit der Verwaltung der AIF und der Unternehmen und anderer Vermögenswerte in die die AIF investiert haben, fallen.

2.3 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile**Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12 500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12 500) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter**Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.**

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingeschäfters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingeschäftler, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingeschäftler ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch den Geschäftsführungsrat geleitet, dem Geschäftsführer der Klasse A („A Geschäftsführer“) und Geschäftsführer der Klasse B („B Geschäftsführer“) angehören, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen. Jede Bezugnahme hiernach auf „Geschäftsführer“ soll, entsprechend dem Kontext, als Bezug auf (einen) A Geschäftsführer und/oder (einen) B Geschäftsführer verstanden werden. Der Geschäftsführungsrat arbeitet als für die Leitung der Gesellschaft verantwortliches Kollektivorgan.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

15.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

15.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

15.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 16. Durchführung von Geschäftsführungsratsitzungen.

16.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

16.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

16.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

16.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

16.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist, einschließlich mindestens eines A Geschäftsführers und eines B Geschäftsführers.

16.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

16.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 17. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers. Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 18. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines A Geschäftsführers und mindestens eines B Geschäftsführers oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 19. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

19.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

19.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

19.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

19.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

19.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 20. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 21. Jahresabschluss und Gewinne.

21.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

21.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

21.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

21.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

21.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

Art. 22. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

22.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

22.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 24. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden durch Herrn Michael Robert Phillips, vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200.-) geschätzt.

Beschlüsse der Gesellschafter

Der Gründer, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Klasse A Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

Herr Michael Robert Phillips, geboren in St. Louis, USA am 1. Februar 1962, mit Geschäftsadresse in Possart Strasse 13, 81679 München, Deutschland, und

die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Klasse B Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

Frau Catherine Koch, geboren in Sarreguemines, Frankreich, am 12. Februar 1965, berufsansässig in 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxemburg. Großherzogtum Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat die erschienene Partei die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: M.R. Phillips et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 mars 2014. LAC/2014/13812. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014055188/500.

(140063345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Mithras Leasing (No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 137.845.

In the year two thousand and fourteen, on the eleven day of March.

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared,

SMBC Leasing & Finance UK No.1 Limited, a limited liability company incorporated under the laws of the United Kingdom, with registered office at 99, Queen Victoria Street, GB - EC4V 4EH London, United Kingdom, registered with the Register of England and Wales under number 05775540, (the "Sole Partner"),

Here duly represented by Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

I. It holds all the issued shares of Mithras Leasing (No.2) S.à r.l., a Luxembourg private limited company ("société à responsabilité limitée") established and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre du Commerce et des Sociétés, Luxembourg") under number B 137.845, established pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), dated 3 April 2008, which deed has been published in the Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 1148, page 55,080 of 9 May 2008 (the "Company"). The Company's articles of association have been amended several times and for the last time on 28 October 2008 pursuant to a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) which has been published in the Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 2849, pages 136,729 of 27 November 2008.

II. The share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred British Pounds (GPB 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares having a per value of one British Pound (GPB 1) each.

Such appearing party, acting through its legal representative, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner resolves to grant to the Company's board of managers the power to distribute interim dividends and to set the conditions thereon in the Company's articles of association.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Partner resolves to amend article 19 of the Company's articles of association, henceforth read as follows:

“ **Art. 19.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.”

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onze mars.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU,

SMBC Leasing & Finance UK No.1 Limited, une Limited company constituée sous les lois de Grande Bretagne, ayant son siège social au 99, Queen Victoria Street, GB - EC4V 4EH London, Grande Bretagne, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Grande Bretagne, sous le numéro 05775540 (l'«Associé Unique»),

Ici représentée par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée.

La dite procuration signée "ne varietur" par la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

I. L'Associé Unique détient la totalité du capital social de Mithras Leasing (No.2) S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.845, constituée suivant un acte notarié établi par Maître Gérard Lecuit en date du 3 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1148, page 55,080 du 9 mai 2008 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 28 octobre 2008 suivant un acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2849, pages 136,729 du 27 novembre 2008.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent Livres Sterling (GPB 12,500), représenté par douze mille cinq cent (12,500) parts sociales d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GPB 1) chacune.

La partie comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'octroyer au conseil de gérance de la Société le pouvoir de distribuer des dividendes intermédiaires et d'en prévoir les conditions y afférent dans les statuts de la Société.

Deuxième résolution

Comme conséquence de la décision précédente, la partie comparante décide de modifier l'article 19 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 19.** Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

FAIT ET PASSÉ, à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux parties comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et lieu de résidence, lesdites parties signent ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 mars 2014. Relation: EAC/2014/3726. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014055486/113.

(140063208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Brainforge S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 133.093.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 22 avril 2014.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2014056522/13.

(140064850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

ABD Optique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4601 Differdange, 3, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 156.935.

L'an deux mille quatorze, le premier avril.

Pardevant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

A COMPARU:

Monsieur David Jean BUKATO, employé privé, né à Villerupt, France, le 15 février 1970 (Matricule 1970 0215 310), demeurant à L-4996 Schouweiler, 20, rue Centrale.

Lequel comparant déclare être le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée ABD OPTIQUE S.à r.l., avec siège social à L-4601 Differdange, 3, avenue de la Liberté,

constituée suivant acte reçu par le notaire Georges D'HUART, alors de résidence à Pétange, en date du 29 octobre 2010, publié au Mémorial C no 15 en date du 5 janvier 2011 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 30 septembre 2011, publié au Mémorial C no 2983 du 6 décembre 2011.

Lequel associé s'est réuni en assemblée générale extraordinaire, à laquelle il se reconnaît dûment convoqué et dont il déclare avoir eu connaissance de l'ordre du jour au préalable, et il prend les résolutions suivantes:

1.- L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à raison de VINGT MILLE euro (€ 20.000.-) pour le porter de son montant actuel de DOUZE MILLE CINQ CENTS euro (€ 12.500.-) à TRENTE-DEUX MILLE CINQ CENTS euro (€ 32.500.-) par la création et l'émission de CENT SOIXANTE (160) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ euro (125.-) chacune.

L'assemblée générale accepte à la souscription des CENT SOIXANTE (160) parts sociales ainsi nouvellement créées, Madame Audrey LEFÈVRE, employée privée, née à Anderlecht (Belgique), le 21 mai 1982 (Matricule 1982 05 21 229), demeurant à L - 4996 Schouweiler, 20, rue Centrale, également ici présente et ce acceptant.

La libération de cette augmentation du capital social a été faite par un versement en espèces de sorte que la somme de vingt mille euro (€ 20.000.-) se trouve à la libre disposition de la société ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

2.- Suite à la résolution qui précède l'article 5 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trente-deux mille cinq cents euro (32.500.-) divisé en deux cent soixante (260) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euro (€ 125.-) chacune. »

Plus rien ne restant à l'ordre du jour la séance est levée.

Frais

Les frais en rapport avec les présentes resteront à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms, état ou demeure, il a signé le présent acte avec Nous Notaire.

Signé: Bukato, Lefèvre, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 avril 2014. Relation: EAC / 2014 / 5303. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 17 avril 2014.

Référence de publication: 2014055805/45.

(140064579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2014.

Bartella S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 122.865.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'adresse de la société est 4A Rue Henri M.Schnadt L-2530 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BARTELLA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014056403/11.

(140065035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

BBVA Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.747.

Le bilan de la Société au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BBVA Global Funds SICAV

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014056405/11.

(140064914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.
